

Recueil des Actes Administratifs

TOME 1/4

Février 2017

SOMMAIRE

Délibérations..... Tome I page 1
Séance du 23 février 2017

Décisions..... Tome I page 55
Séance du 23 février 2017

Arrêtés Réglementaires..... Tome I page 130
Février 2017

Recueil des Actes Administratifs

Délibérations

**Adoptées en séance du Conseil municipal
Du 23 février 2017**

Séance publique du jeudi 23 février 2017

Convoqué le jeudi 16 février 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 février 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Perla DANAN, Véronique DEMON, France JAMET, Nicole LIZA, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL.

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Extension du périmètre d'intervention de l'Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon Projet de décret Avis de la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon (EPF-LR), créé par décret du 2 juillet 2008, assure le portage foncier et immobilier d'opérations d'aménagement en vue de permettre le développement de l'offre de logements ou d'opérations de renouvellement urbains, d'activités économiques, de la protection contre les risques naturels, de la préservation des espaces agricoles et naturels remarquables et de la mise en œuvre des grands équipements. L'action de l'EPF-LR est encadrée par la signature de conventions avec les acteurs locaux.

L'Etat a souhaité engager début 2016 une étude d'opportunité sur le périmètre d'action de l'Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon, en cohérence avec le nouveau périmètre de la région Occitanie. L'objectif de cette étude était également de réfléchir aux modalités de mise en œuvre et d'articuler la cohérence d'action d'un EPF d'Etat (l'EPF-LR) et des trois EPF locaux sur le territoire.

La concertation a été principalement menée dans un premier temps sur l'ancienne région Midi-Pyrénées. C'est seulement dans un second temps que l'ancienne région Languedoc-Roussillon a été consultée pour donner son avis. En novembre 2016, la préfecture de région a sollicité les collectivités territoriales à travers un questionnaire sur les différents sujets portant à la fois sur le périmètre d'action, son siège, le nom de l'établissement, sa gouvernance, la fiscalité pour lui permettre de proposer les évolutions réglementaires à prévoir.

L'extension de l'établissement public foncier doit faire l'objet d'une modification de son décret de création du 2 juillet 2008. Conformément à l'article L.321-2 du code de l'urbanisme, les collectivités territoriales et

leurs groupements situés dans le périmètre de compétence du futur EPF, sont alors sollicitées pour avis préalable à la signature de celui-ci, après examen par le Conseil d'Etat.

Montpellier Méditerranée Métropole a eu l'occasion de s'exprimer à travers ce questionnaire et l'ensemble des réponses qu'elle a formulé ont été retenues. L'avis de la Ville est concordant avec les réponses de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le projet de décret modificatif porte sur les éléments suivants :

- le siège de l'EPF est fixé par décret et confirmé sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, conformément à la demande de la Métropole ;
- le changement de nom : l'Etablissement Public Foncier de Languedoc-Roussillon devient l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie ;
- le périmètre de compétence de l'EPF Occitanie s'étend à la nouvelle région Occitanie, à l'exception des territoires couverts par les établissements publics locaux ;
- le conseil d'administration passe de 32 à 55 membres, retenant la représentation la plus large possible, comme la Métropole l'avait demandée ;
- le bureau passe de 10 à 12 membres ;
- le quorum sera atteint avec 2/5ème des membres du conseil d'administration et non plus avec la moitié des membres participants ;
- l'Etablissement Public Foncier coopérera avec la SAFER ou tout autre organisme compétent, quand il agira au titre de la préservation des espaces naturels et agricoles.

Le projet de décret est joint à cette délibération. La fiscalité n'apparaît pas dans ce projet de décret car elle relève de la loi de finances en vigueur.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de donner un avis favorable au projet de décret portant extension du périmètre de l'Etablissement Public Foncier d'Occitanie ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 24 Février 2017

Séance publique du jeudi 23 février 2017

Convoqué le jeudi 16 février 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 février 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Perla DANAN, Véronique DEMON, France JAMET, Nicole LIZA, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL,

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Quartier de la Pompignane

Mandat d'études pour le réaménagement du quartier de la Pompignane

Reddition des comptes et quitus du mandat

Transfert du marché d'études urbaines et paysagères à l'aménageur SA3M

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de renouvellement urbain, de réinvestissement des quartiers existants et de requalification des espaces publics, la Ville de Montpellier a décidé de lancer le réaménagement du quartier de la Pompignane.

Par décision n°479 en date du 20 décembre 2012, la Ville de Montpellier a confié à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) le soin de faire réaliser en son nom et pour son compte des études préalables à l'opération « réaménagement du Quartier La Pompignane » dans le cadre d'un mandat d'études. Ce mandat a été signé le 21 décembre 2012 et enregistré en Préfecture le même jour.

Le montant prévisionnel des études à réaliser dans le cadre de cette convention de mandat était estimé à 191.360 € TTC, auquel s'ajoutait une rémunération du mandataire à hauteur de 23.920 € TTC, soit un total de 215.280 € TTC.

Par délibération n°531 en date du 25 novembre 2013, la Ville de Montpellier a validé, par avenant n°1 au mandat d'études, l'allongement de la durée du mandat jusqu'au 31 décembre 2016, la révision de la rémunération du mandataire en fonction de l'ampleur accrue des études confiées aux tiers et de l'organisation du dialogue compétitif, ainsi que la modification des missions du mandataire concernant les procédures foncières. Cet avenant n° 1 a été signé le 10 décembre 2013 et enregistré en Préfecture le 20 décembre 2013.

Le montant prévisionnel des études a ainsi été réévalué à 486.490,94 € TTC, plus une rémunération également réévaluée à 164.040 € TTC.

Tenant compte de l'évolution du taux de TVA applicable, le montant total des dépenses du mandat était ainsi porté à 683.000 € TTC.

Par décision n°195 en date du 27 juin 2014, le Maire a autorisé la SAAM à signer avec l'équipe lauréate du dialogue compétitif, constituée du groupement CASTRO ET DENISSOF - PRAXYS / BERIM / 2DKS, le marché public à tranche conditionnelle des études urbaines et paysagères afférentes au réaménagement du quartier de la Pompignane.

Par délibération n°456 en date du 6 novembre 2014, la Ville de Montpellier a pris acte du compte rendu annuel à la collectivité et validé le bilan prévisionnel arrêté au 31 décembre 2013 présenté par la SAAM. Compte tenu de l'offre économiquement plus avantageuse formulée par l'équipe lauréate, le montant prévisionnel des études a été diminué à 396.960 € TTC, plus une rémunération du mandataire inchangée à 164.040 € TTC, soit un montant total des dépenses ramené à 561.000 € TTC.

Par délibération n°421 en date du 5 novembre 2015, la Ville de Montpellier a pris acte du compte rendu aux collectivités et validé le bilan prévisionnel arrêté au 31 décembre 2014 présentés par la SAAM. Celui-ci a été réévalué globalement à 587.000€ TTC, en très légère augmentation du fait de l'intégration d'études complémentaires.

Le 24 mai 2016, l'Assemblée générale extraordinaire de la SAAM a adopté une modification des statuts de la société, portant sur la forme de la société, son objet social ainsi que sa dénomination sociale. La SAAM est donc devenue la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole – SA3M.

A ce jour, le mandataire a régulièrement effectué les missions pour lesquelles il a été mandaté. Différentes études ont été réalisées sur les volets suivants :

- Etude de programmation urbaine,
- Réalisation d'une mission de géomètre,
- Enquête foncière du périmètre,
- Etude d'impact,
- Etudes urbaines de consolidation dans le cadre d'un dialogue compétitif,
- Prestations techniques.

L'ensemble des contrats et marchés du mandat sont clôturés, à l'exception du marché d'études urbaines et paysagères confié au groupement CASTRO ET DENISSOF - PRAXYS / BERIM / 2DKS à l'issue d'une procédure de dialogue compétitif. En effet, ce marché est constitué d'une tranche ferme qui a pour objet les études pré-opérationnelles et d'une tranche conditionnelle qui porte sur la phase opérationnelle par secteur prioritaire. La tranche ferme a été réalisée dans le cadre du présent mandat. Il est proposé de poursuivre en phase opérationnelle les missions de la tranche conditionnelle par le transfert de ce marché à l'aménageur SA3M désigné dans le cadre de la concession d'aménagement.

En effet, la complexité de cette opération de renouvellement urbain a imposé de définir ultérieurement les outils potentiels d'aménagement urbain pour se concentrer prioritairement sur le processus de définition du projet urbain.

Dans ce sens, la Ville de Montpellier a décidé :

■ Par délibération n°49, en date du 25 février 2016, déposée en Préfecture de l'Hérault le 2 mars 2016, d'élaborer un projet d'aménagement et d'organiser pendant la durée de cette élaboration, une concertation auprès des habitants, associations locales et autres personnes concernées, une concertation dont le bilan a été tiré par délibération n°313 en date du 29 septembre 2016,

■ Par délibération n°314 en date du 29 septembre 2016, de mettre en œuvre ce projet d'aménagement et de désigner la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), en qualité de Concessionnaire d'aménagement et de lui confier, les tâches nécessaires à la réalisation de cette opération d'aménagement dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Aussi, il convient en conséquence de clôturer l'actuel mandat d'étude.

Pour ce faire, la SA3M a transmis un projet de reddition définitive des comptes de l'opération (annexé à la présente délibération), l'ensemble des dépenses assurées par la SA3M pour le compte de la Ville de Montpellier s'élevant au final à 596.104,69€ TTC (comptes arrêtés au 31 décembre 2016), intégrant postérieurement au dernier bilan validé le coût d'une mission complémentaire demandée en mai 2016 (secteur Tour Eiffel - ex AREVA) compensé pour partie par des réductions de coût d'autres études.

Les recettes d'un montant actuel de 595.734,72 € TTC sont assurées par les remboursements de la Ville de Montpellier, la dernière situation de dépenses correspondant à des frais financiers restant à appeler.

Le solde de trésorerie du mandat arrêté au 31 décembre 2016, soit -105.598,86€, se décompose de la manière suivante :

- 105.228,89€ dus par la Commune de Montpellier (situation de dépenses SA3M n°9 en cours de règlement)
- 369,97€ dus par la Commune de Montpellier faisant l'objet de la dernière situation de dépenses de SA3M n°10 (à venir).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la reddition définitive des comptes du mandat Ville/SA3M pour les études préalables au projet de réaménagement du quartier de la Pompignane ;
- de donner quitus de la mission confiée à la SA3M ;
- d'autoriser le paiement à la SA3M du déficit de trésorerie pour un montant de 369,97 € TTC ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'adjoint délégué, à signer le protocole de clôture donnant quitus à la SA3M tel qu'annexé à la présente, et plus généralement tout document relatif à cette affaire ;
- d'autoriser le transfert au concessionnaire d'aménagement SA3M du marché d'études urbaines et paysagères perdurant avec le groupement CASTRO ET DENISSOF - PRAXYS / BERIM / 2DKS. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 24 Février 2017

Séance publique du jeudi 23 février 2017

Convoqué le jeudi 16 février 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 février 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Perla DANAN, Véronique DEMON, France JAMET, Nicole LIZA, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL,

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Convention de servitude de passage d'un réseau électrique souterrain de la société ENEDIS (ex-ERDF) Espace Mosson Parcelles cadastrées LO 60 et LO 62

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, la société ENEDIS (ex-ERDF) doit réaliser des travaux de restructuration du réseau pour installer un câble souterrain de 20 000 volts.

Ces travaux impactent les parcelles cadastrées LO 60 et LO 62, propriétés de la Ville, affectées à l'Espace Mosson, sur une longueur de 500 mètres, à l'ouest des parcelles, en parallèle du Chemin de la Fontaine du Roi. Ces travaux seront effectués par la société Zénith SAS, mandataire d'ENEDIS.

Afin de réaliser ces travaux, ENEDIS propose à la Ville la signature d'une convention de servitude de passage de réseaux sur les parcelles cadastrées LO 60 et LO 62.

Il est proposé de donner une suite favorable à cette demande sous couvert des deux réserves suivantes :

- ENEDIS ou tout prestataire mandaté par ses soins devra prendre l'attache des services de la Ville en vue d'établir un calendrier et des modalités de travaux permettant de ne pas perturber les activités commerciales se déroulant sur ces parcelles, notamment le marché aux plants du mardi et les activités sportives, pour lesquelles ce site constitue une aire de stationnement des véhicules,
- la convention de constitution de servitude de passage de réseau devra comporter la mention suivante :
« conformément à l'article L2122-4 du CG3P » *des servitudes établies par conventions passées entre les propriétaires, conformément à l'article 639 du code civil, peuvent grever des biens des personnes*

publiques mentionnées à l'article L 1, qui relèvent du domaine public, dans la mesure où leur existence est compatible avec l'affectation de ceux de ces biens sur lesquels ces servitudes s'exercent ».

Cette dernière mention sera portée dans le projet de convention de servitude joint.

La convention de servitude est proposée à titre gratuit.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser la Ville à signer avec la société ENEDIS une convention de servitude de passage de réseau sur le domaine public, à titre gratuit, pour le passage en souterrain d'un réseau électrique sur les parcelles cadastrées LO 60 et LO 62 situées chemin de la Fontaine du Roi, pour une durée n'excédant pas la durée de l'ouvrage, sous les réserves techniques et juridiques énoncées ci-avant,
- de dire que l'acte authentique sera établi par le notaire choisi par la société ENEDIS et publié à ses frais,
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 24 Février 2017

Séance publique du jeudi 23 février 2017

Convoqué le jeudi 16 février 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 février 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Perla DANAN, Véronique DEMON, France JAMET, Nicole LIZA, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL,

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Foncier ZAC Ovalie - lot 19A Acquisition de la parcelle PB 23b appartenant à la SERM

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'importante évolution démographique des quartiers Ovalie et Grisettes nécessite la construction d'un nouveau groupe scolaire sur l'ouest du territoire communal dont la mise en service opérationnelle doit être effective pour la rentrée de septembre 2018.

Cet équipement, intégré au programme des équipements publics de la ZAC Ovalie, sera réalisé sur la parcelle PB 23b en cours de numérotation cadastrale, d'une superficie de 3 165 m², située 3320 boulevard Paul Valéry et correspondant au lot 19A de la ZAC Ovalie. En nature de terrain nu, ce foncier est classé en zone à urbaniser 7AU-1w du plan local d'urbanisme (PLU).

Cette parcelle dont l'acquisition fait l'objet de la présente délibération, appartient actuellement à la SERM, concessionnaire de la Ville pour l'aménagement de la ZAC Ovalie.

La SERM ayant autorisé par anticipation la Ville à déposer les autorisations d'urbanisme sur son foncier, le permis de construire du nouveau groupe scolaire a pu être délivré fin 2016.

France Domaine a émis un avis portant sur l'évaluation du bien au prix de 435 000 euros HT (quatre cent trente-cinq mille Euros hors taxe).

Cette évaluation est conforme au montant prévisionnel prévu au bilan de la ZAC Ovalie approuvé au compte-rendu annuel à la collectivité adopté par la délibération n°2016/363 du conseil municipal du 20 octobre 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser l'acquisition par la Ville de la parcelle cadastrée PB 23 b, d'une superficie de 3 165 m², située au 3320 Boulevard Paul Valéry et appartenant à la SERM pour un montant de 435 000 € HT;
- de demander au notaire du vendeur de rédiger l'acte authentique constatant la cession aux frais de la Ville ;
- de dire que la dépense afférente à cet acte sera prélevée sur les crédits prévus à cet effet au budget de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 24 Février 2017

Séance publique du jeudi 23 février 2017

Convoqué le jeudi 16 février 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 février 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Perla DANAN, Véronique DEMON, France JAMET, Nicole LIZA, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL,

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

MONTPELLIER GRAND COEUR

Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités Attribution de subventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre des aides à la requalification des devantures des locaux d'activités du cœur marchand de la Ville de Montpellier, des subventions sont attribuées à des entreprises (commerce, artisanat ou autre) pour les inciter à restaurer leur devanture. Les restaurations, réalisées dans le respect et la valorisation du patrimoine dans lequel elles s'insèrent, participent au renforcement de l'attractivité économique du cœur marchand de Montpellier.

Instaurées par les délibérations du 29 mai 2012 n°2012/284, du 17 juin 2013 n°2013/237 et renforcées par la délibération du 2015/151 du 07 mai 2015 élargissant le périmètre et modifiant les taux de subventionnement, ces campagnes ont été conduites jusqu'au 9 novembre 2015 en partenariat avec le FISAC (Fonds national d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce) afin de renforcer l'efficacité du dispositif.

Les dossiers déposés après le 9 novembre 2015 reçoivent une subvention unique de la Ville de Montpellier de 50 % du montant hors taxe des travaux et des honoraires de maîtrise d'œuvre ; hors subventions spécifiques pour des travaux d'intérêt architectural (TIA) et/ou de personnes à mobilité réduite (PMR).

Le règlement permet l'attribution d'un acompte de 50 % de la subvention allouée, le solde étant versé après conformité de la totalité des travaux.

Après validation des travaux réalisés par l'équipe chargée du dispositif de la mission Grand Cœur et de la Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier, associée à l'instruction des dossiers et à l'animation de cette action, les subventions suivantes sont attribuables :

Dossiers déposés après le 9 novembre 2015 et bénéficiant d'une subvention Ville de 50 %

SARL MICHON ROCO, enseigne « **AMANDEOU'S** »,
Gérant : M. Michel COHEN
23 rue de l'Aiguillerie

- 5 905 € de subvention travaux,
- 1 000 € de subvention pour maîtrise d'œuvre (plafonnée),
- 552 € de subvention et prime pour travaux de mise en accessibilité aux PMR.

Montant de la subvention : 7 457,00 €

M. ZAPPULLA John-Michael, enseigne « **ECUSSON KINESITHERAPIE** »,
Gérant : M. John Michael ZAPPULLA
38 rue Alexandre Cabanel

Acompte de 50 % pour travaux partiellement réalisés.

- 2 868,88 € de subvention travaux,
- 375,00 € de subvention pour maîtrise d'œuvre,
- 113,00 € de subvention et prime pour travaux de mise en accessibilité aux PMR.

Montant de la subvention : 3 356,88 €

Conformément au règlement attributif des subventions en vigueur au moment des dépôts des dossiers (délibération du 7 mai 2015 n°2015/151, puis modifié par délibération du 26 janvier 2016 n°2016/8), les versements de ces subventions seront réalisés après visite de conformité des travaux.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser les paiements de ces subventions pour un montant total de 10 813,88 € correspondant aux requalifications de devantures des locaux commerciaux listés ci-dessus ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Ville (CRB : 28500 - Chapitre 908) ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 24 Février 2017

Séance publique du jeudi 23 février 2017

Convoqué le jeudi 16 février 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 février 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Perla DANAN, Véronique DEMON, France JAMET, Nicole LIZA, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL,

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

QUARTIER CEVENNES

Projet de rénovation urbaine (Petit Bard - Pergola) Demande d'agrément de candidature lot J - URBAT

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Convention Territoriale de Rénovation Urbaine du quartier des Cévennes (Petit Bard – Pergola), signée à Montpellier le 25 novembre 2005, a permis de mobiliser des crédits relatifs aux reconstructions-démolitions de logements, aux réhabilitations de logements, aux aménagements des espaces publics et à la création d'équipements publics.

Ce projet de rénovation urbaine porte sur un programme ambitieux d'amélioration de l'habitat et des conditions de vie des habitants, de désenclavement du quartier et de revalorisation de son image. Ce programme intègre en particulier :

- la rénovation complète de l'habitat avec la démolition de 462 logements, la reconstruction de 550 logements publics (247 sur site et 303 hors site), la reconstruction de logements privés, la réhabilitation de 390 logements privés, la résidentialisation de 868 logements publics et privés,
- la réalisation d'une mixité résidentielle et fonctionnelle comme support de mixité sociale,
- la restructuration du quartier (création de nouvelles voies et nouveaux équipements, réaménagement des voies existantes, création d'une centralité commerciale).

Par délibération en date du 26 mars 2007, le Conseil municipal a confié une concession d'aménagement à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) visant à mettre en œuvre opérationnellement le projet de rénovation du quartier Cévennes - Petit Bard.

Dans ce contexte, la SERM nous propose d'agréer la candidature de la société URBAT, pour la réalisation du lot J, situé à l'entrée Sud du quartier, détaillée ci-dessous :

Maître d'ouvrage : URBAT
Résidence Oxygène
1401, avenue du Mondial 98
CS 68214
34 965 MONTPELLIER Cedex 2

Localisation du projet : Section KV 321a, KV 86a et KV87a

Surface du lot : 1 618 m²

Nature du projet : 83 logements collectifs
86 places de parking en sous-sol

SDP envisagée : 4 758 m²

SDP maximale autorisée : 4 800 m²

La SERM précise que la candidature présentée prend en considération les prescriptions et contraintes inhérentes au projet et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'agréer la candidature de la société URBAT pour le lot J du projet de rénovation du quartier Cévennes/Petit Bard, en vue de la réalisation d'environ 83 logements collectifs ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 24 Février 2017

Séance publique du jeudi 23 février 2017

Convoqué le jeudi 16 février 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 février 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Perla DANAN, Véronique DEMON, France JAMET, Nicole LIZA, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL,

Absents :

Djamel BOUMAAZ,

Convention de partenariat avec l'ONISEP et participation financière pour le jeu-concours l'Avenir s' imagine (13ème édition)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'Onisep Montpellier organise depuis 13 ans un jeu concours « L'Avenir s' imagine » qui a pour objectif de donner le goût à l'orientation, sensibiliser les enfants à l'égalité professionnelle et changer leur représentation professionnelle pour que leurs choix d'orientation soient les plus ouverts possibles.

Du CM2 à la Terminale, ce jeu favorise une découverte transversale des métiers en lien avec des disciplines (français, sciences et technologies, art, audiovisuel, théâtre...). Cette démarche invite les élèves à imaginer autrement leur avenir.

La 13^e édition du jeu en ligne se déroule du 3 octobre 2016 au 30 avril 2017.

Considérant l'intérêt de la démarche auprès des jeunes et le relais apporté par le Conseil municipal des Enfants auprès des autres élèves, la Ville souhaite s'associer à cette opération, aux côtés des partenaires comme la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS), les Chambres de Métiers et de l'Artisanat du Languedoc-Roussillon (CMA), la délégation régionale aux Droits des Femmes et à l'Egalité du Languedoc-Roussillon (DRDFE), la Mutuelle des étudiants (LMDE) et Canopé - Académie de Montpellier.

A travers cette convention, la Ville de Montpellier s'engage à :

- participer à l'élaboration des questions-réponses et commentaires du concours,
- diffuser l'information le plus largement possible,
- établir un lien sur le jeu à partir de son site internet : www.montpellier.fr,
- mettre à disposition ses supports pour la campagne d'affichage
- financer cette opération pour un montant global de 2 500€ TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat qui en prévoit les modalités de financement ;
- D'attribuer la subvention de 2500€ et de prélever cette somme sur les crédits inscrits au budget 2017 au chapitre 922;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou toute personne ayant reçu délégation, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 24 Février 2017 |

Séance publique du jeudi 23 février 2017

Convoqué le jeudi 16 février 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 février 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code
Général des Collectivités Territoriales :**

Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Perla DANAN, Véronique DEMON, France JAMET, Nicole LIZA, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL,

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Réfection des façades des écoles maternelle Chaptal et élémentaire Jeanne d'Arc . Déclaration préalable de travaux

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de travaux de maintenance et de rénovation les écoles maternelle Chaptal et élémentaire Jeanne d'Arc sises, 9 boulevard des Arceaux à Montpellier dans le quartier Centre, il convient de procéder à la rénovation des façades du bâtiment.

Ces travaux seront effectués par l'entreprise titulaire du marché à bons de commande attribué par la Ville concernant les travaux de réfection dans les bâtiments communaux, durant l'été 2017, pour un montant de 200 000€ TTC. Cette somme est inscrite au budget primitif 2017 de la Ville de Montpellier.

La réalisation de ces travaux nécessite le dépôt d'une déclaration préalable auprès des services compétents.

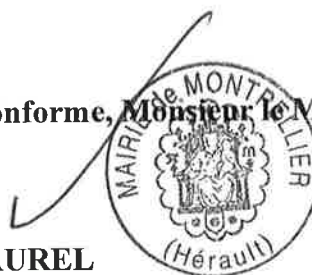
En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la rénovation des façades des écoles Chaptal et Jeanne d'Arc ;
- d'autoriser le dépôt d'un dossier d'autorisation préalable de travaux auprès des services de la Direction de l'Urbanisme Opérationnel de la Ville de Montpellier ;
- de dire que la dépense est inscrite au budget primitif 2017, section investissement, chapitre 90211 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, ~~Monsieur le Maire,~~

Philippe SAUREL



Séance publique du jeudi 23 février 2017

Convoqué le jeudi 16 février 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 février 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Perla DANAN, Véronique DEMON, France JAMET, Nicole LIZA, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL,

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Bourse Initiatives Jeunes 2017 Participation de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier, grâce à la Bourse Initiatives Jeunes, souhaite favoriser les initiatives des jeunes Montpelliérains.

Ce dispositif est une aide financière qui soutient des actions permettant l'implication des Montpelliérains âgés de 16 à 29 ans.

Les projets doivent faire appel au sens des responsabilités, à l'esprit d'initiative et de solidarité. Ils peuvent concerner des domaines très divers tels que la culture, l'aide humanitaire, le développement de la vie sociale et l'intégration. Sont exclus les projets présentés dans un cursus scolaire ou universitaire, les travaux de recherches théoriques, ainsi que les projets professionnels.

Le dossier doit comporter une présentation du projet, du budget et faire l'objet d'un cofinancement.

Les attributions sont établies conformément au règlement du dispositif voté par le Conseil Municipal du 28 mars 2011.

Afin de permettre la réalisation des projets de la session du mois de février, il est proposé de prélever sur les crédits prévus au budget 2017 du Service Jeunesse (chapitre 924222) la somme de 6 300 €, et de la répartir de la manière suivante :

Edwin HALTER, étudiant

« Les petites capsules des gens qui doutent » : spectacle théâtre et chorégraphique.

Production culturelle

Montant proposé : **850 €**

Auréa VALARIN, étudiante

« *Extrémité* » : spectacle hybride et pluridisciplinaire.

Production culturelle

Montant proposé : **900 €**

Romain CENSE, salarié

« *Lizard State* » : enregistrement musical et pressage vinyl.

Production culturelle

Montant proposé : **2 000 €**

Sophie THOMAS, salariée CAE

« *TÖFIE* » : enregistrement musical et pressage vinyl.

Production culturelle

Montant proposé : **1 500 €**

Claire TAILLEFER, étudiante

« *Barbe-Bleue, espoir des femmes* » : adaptation théâtrale.

Production culturelle

Montant proposé : **700 €**

Maïna LE DANTEC, étudiante

« *Madame de Sade* » : adaptation théâtrale.

Production culturelle

Montant proposé : **350 €**

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- d'accepter la répartition figurant ci-dessus pour un montant total de 6 300 € ;
- d'attribuer aux différents candidats les aides correspondantes sur les crédits inscrits au budget 2017 de la Ville, chapitre 924 222 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 24 Février 2017

Séance publique du jeudi 23 février 2017

Convoqué le jeudi 16 février 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 février 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Perla DANAN, Véronique DEMON, France JAMET, Nicole LIZA, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL,

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

MARATHON DE MONTPELLIER

Valorisation de l'aide logistique apportée par la Ville pour l'édition 2017 Approbation des subventions en nature

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Fidèle à sa politique sportive, la Ville de Montpellier accueille de nombreuses manifestations sportives de dimension nationale et internationale.

Avec l'appui de la Ville de Montpellier, de Montpellier Méditerranée Métropole, les communes de Castelnau-le-Lez, Pérols, Lattes, Mauguio-Carnon, Palavas-les-Flots et de la Région Occitanie Pyrénées-Méditerranée, le Montpellier Athlétique Méditerranée Métropole (MA2M) organise le 7^{ème} marathon Montpellier Métropole, le dimanche 19 mars 2017.

Dans cette nouvelle édition, il est proposé une nouvelle épreuve le semi-marathon en solo, couru avec les marathonien(ne)s et le relais de six. Le départ en commun sera donné de la place du Nombre d'Or, pour s'étendre sur les 5 communes, sur la distance officielle de 42,195 km. Une seule boucle, sur un parcours rapide, sans difficulté, qui permettra la recherche de la performance.

Le Marathon, course à pieds populaire et conviviale, permet aussi d'ouvrir l'épreuve aux coureurs en fauteuil roulant, aux déficients visuels licenciés à la Fédération Française Handisport, dans le cadre d'un départ par anticipation.

Enfin, des animations seront proposées autour de l'évènement comme une course pour enfants et de l'initiation à la marche nordique sur un parcours urbain.

Afin de finaliser cette manifestation, une convention d'utilisation du domaine public de la ville, précisant la nature de l'autorisation, doit être signée entre les organisateurs et la Ville.

Cette autorisation constituant une subvention en nature eu égard à l'intérêt manifeste que représente cet événement, son montant ainsi valorisé est calculé en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2016 fixant les tarifs 2017 applicables au domaine public occupé à savoir :

- Place de nombre d'Or : $3\,600\text{ m}^2 \times 2,20\text{ €} \times 3\text{ jours} = 23\,760\text{ €}$
- Place Georges Frêche : $3\,900\text{ m}^2 \times 1,70\text{ €} \times 1\text{ jour} = 6\,630\text{ €}$

La subvention en nature valorisable pour l'occupation du domaine public s'élève à : 30 390 €.

En complément, la Ville de Montpellier engagera, pour le compte de la manifestation, la prise en charge de prestations qui constituent des subventions en nature valorisables, pour un montant de 29 500 €, selon les modalités suivantes :

- Nettoyage du site : gestion avec la S.M.N., mise à disposition de containers avec enlèvement quotidien ;
- Location de tentes et WC chimiques ;
- Gardiennage du site ;
- Confection de panneaux d'information et fourniture de sachets-repas.

Diverses dépenses supplémentaires sont aussi engagées par la Ville de Montpellier, valorisables elles aussi en tant que subventions en nature, selon les modalités suivantes :

- La mise à disposition de divers matériels (tables, chaises, barrières....) pour un montant de : 3 730 € ;
- Des espaces d'affichage publicitaire et des dépenses de communication pour un montant de : 56 400 € ;
- La sécurité des lieux par la Police Municipale, pour un montant de : 5 700 €.

Celles-ci viennent compléter la subvention de 40 000 € attribuée au MA2M pour cet événement par délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- de prendre acte de l'occupation du domaine public à titre gratuit pour la manifestation, eu égard à l'intérêt local qu'elle représente, telle que prévue par la convention d'occupation du domaine public ci-annexée ;
- d'approuver les subventions en nature telles que décrites ci-dessus et les diverses participations de la Ville valorisables pour un montant total de 125 720 € (30 390 € + 29 500 € + 3 730 € + 56 400 € + 5 700 €) ;
- de dire que le montant ainsi valorisé sera inscrit au titre de subvention dans le compte administratif de la Ville ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 24 Février 2017

Séance publique du jeudi 23 février 2017

Convoqué le jeudi 16 février 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 février 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Perla DANAN, Véronique DEMON, France JAMET, Nicole LIZA, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL,

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Mise à disposition des installations sportives et locaux associatifs Approbation de redevances minorées Autorisation de signer les conventions d'occupation du domaine public

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville met à disposition d'associations sportives, des équipements et locaux associatifs, afin de leur permettre de gérer des activités sportives spécifiques.

En contrepartie de cette mise à disposition, la Ville perçoit une redevance annuelle, qui fait l'objet d'une convention établie entre la Ville et l'association concernée.

Dans ce cadre, comme chaque année, il est proposé de délibérer sur des redevances spécifiques telles que présentées ci-après, et ce jusqu'au 31 décembre 2017.

Cette délibération spécifique est complémentaire à celle relative aux locaux associatifs sportifs, proposée aussi au vote du Conseil municipal du 15 Décembre 2016.

Au vu de l'intérêt communal attaché de chacune de ces structures, il est proposé, en contrepartie de la mise à disposition de ces locaux, une redevance forfaitaire composée d'un loyer minoré à 35 € et une participation aux charges de consommation révisable chaque année.

Ledit loyer minoré constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau ci-dessous, qui fait apparaître le montant de cette aide en nature dont bénéficie l'association. Son montant sera porté au compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association :

ASSOCIATION	ADRESSE LOCAUX	Valeur Locative	Loyer Minoré	Aide annuelle en nature	Charges 2017	Redevance 2017
ASPTT Montpellier Omnisports	237 Route de Vauguières 34000 Montpellier	9 315 €	35 €	9 290 €	4 812 €	4 847 €
ASPTT Montpellier Tennis Léon Cazal	237 Route de Vauguières 34000 Montpellier	0	0	0	3 717 €	3 717 €
ASPTT Montpellier Tennis Grammont	Avenue Albert-Einstein 34000 Montpellier	3 240 €	35 €	3 205 €	3 262 €	3 297 €
Tennis Club Paillade	Avenue d'Heidelberg 34080 Montpellier	11 200 €	35 €	11 165 €	623 €	658 €
Centre Equestre Montpellier Grammont	Domaine de Grammont 2733, avenue Albert Einstein 34000 Montpellier	15 930 €	35 €	15 895 €	3 150 €	3 185 €
TOTAL		39 685 €	140 €	39 545 €	15 564 €	15 704 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver les redevances minorées proposées aux associations listées ci-dessus et de porter au Compte administratif de la Ville le montant de ces aides en nature, pour un montant total de 39 545 € ;
- d'approuver les conventions d'occupation du domaine public de la Ville passées avec les associations listées ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer les conventions afférentes.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 24 Février 2017

Séance publique du jeudi 23 février 2017

Convoqué le jeudi 16 février 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 février 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Perla DANAN, Véronique DEMON, France JAMET, Nicole LIZA, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL,

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Avenant n°1 à la convention de partenariat Ville / Caisse d'Allocations Familiales / Conseil Départemental relative au fonctionnement du service Relais d'Assistant(e)s maternel(le)s de Montpellier Antigone

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier compte actuellement six Relais d'Assistants Maternels (RAM) qui regroupent plus de 1011 assistantes maternelles indépendantes et offrent une capacité d'accueil pour environ 2680 enfants. Ces relais ont un rôle d'information auprès des familles en recherche d'une assistante maternelle ainsi qu'un rôle d'animation pour les assistantes maternelles.

Le financement du poste d'animatrice de chaque RAM et du fonctionnement de ces relais est assumé à la fois par la Ville, la Caisse d'Allocations Familiales et le Conseil Départemental dans le cadre d'un partenariat formalisé par une convention tripartite conclue pour une année à compter du 1er janvier 2015 et reconductible par période successive d'un an pour une durée maximale de quatre ans.

Dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse 2015-2018, il a été acté la création d'un poste supplémentaire d'animateur de RAM en vue d'accompagner la croissance démographique et de réguler la gestion du nombre d'assistant(e)s maternel(le)s par équivalent temps plein d'animatrice de relais.

Dans cette perspective, il a été prévu, conjointement avec les partenaires, de consacrer ce temps supplémentaire au relais d'Antigone localisé au 438 Boulevard d'Antigone.

L'avenant ci-joint, a donc pour objet de modifier et/ou compléter les éléments suivants de la convention initiale :

- Le nombre de postes d'animatrice sur le RAM Antigone passe d'un poste à temps plein à deux postes à temps plein.
- Les modalités de financement, par le Conseil Départemental du second poste à temps plein : ce financement s'opère à hauteur de 20% des salaires et charges sociales de l'animatrice.

- Dans un souci d'équilibre sur le territoire montpellierain, le secteur géographique d'intervention du RAM Antigone est également modifié : ajout des sous-quartiers Chamberte, Mas Devon (haut), Pompignane, Près d'Arènes, et Tournezy.

Les autres dispositions de la convention initiale restent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'avenant n°1 à la convention 15C0059 relative au fonctionnement du service Relais Assistant(e)s Maternel(le)s de Montpellier Antigone ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe Déléguée, à signer tous documents ou actes relatifs à cette affaire. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL (Hérault)



Publiée le : 24 Février 2017

Direction Travaux-
Maintenance
Service Administration et
comptabilité

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2017 / 51

Séance publique du jeudi 23 février 2017

Convoqué le jeudi 16 février 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 février 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Perla DANAN, Véronique DEMON, France JAMET, Nicole LIZA, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL,

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Crèche Cléonice Pouzin Création d'une unité de réchauffage Demande de subventions

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier poursuit une politique dynamique d'amélioration de l'accueil des jeunes enfants au sein de ses établissements de la petite enfance.

Dans cette perspective, elle prévoit d'équiper la crèche Cléonice Pouzin d'une unité de réchauffage pour fournir des repas livrés en liaison froide aux enfants admis en accueil régulier car les infrastructures existantes ne sont plus aux normes d'hygiène.

Cette initiative est fortement encouragée par la Caisse Nationale d'Allocations Familiales qui valorise le niveau de qualité de service par le versement d'une subvention.

Les travaux se dérouleront durant l'été pendant une fermeture exceptionnelle de deux mois de la crèche.

Le montant de l'opération estimé à 305 000€ TTC est inscrit au budget 2017 de la Ville.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal :

- d'autoriser les travaux nécessaires à cette opération ;
- de dire que la dépense est inscrite au BP 2017 section investissement, chapitre 9064 ;
- de solliciter les subventions les plus larges possibles auprès organismes compétents ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 24 Février 2017

Séance publique du jeudi 23 février 2017

Convoqué le jeudi 16 février 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 février 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Perla DANAN, Véronique DEMON, France JAMET, Nicole LIZA, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL,

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Convention cadre de partenariat 2017-2019 pour la promotion et le développement de l'artisanat d'art entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et Ateliers d'Art de France

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier met en œuvre depuis plusieurs années une politique volontariste destinée à promouvoir l'artisanat sur son territoire.

Les savoirs faire locaux sont mis en avant sur les manifestations commerciales organisées par la Ville et qui permettent aux créateurs de se faire connaître auprès du grand public.

Afin de favoriser l'implantation de jeunes artisans sur le territoire, la Ville, dans le cadre de l'opération Grand Cœur, a identifié des locaux en centre-ville pour les proposer à des artisans d'art et à terme créer un véritable circuit des métiers d'art renforçant l'attractivité du centre historique.

Depuis plusieurs années, la Ville de Montpellier travaille en étroite collaboration avec la chambre syndicale Ateliers d'Art de France afin de dynamiser et de renforcer la visibilité de la filière sur le territoire. L'implantation d'Ateliers d'Art de France rue de l'Université avec l'ouverture de la NEF en 2015 ainsi que l'organisation du salon OB'ART, également soutenu depuis 2016 par Montpellier Méditerranée Métropole, représentent un signal fort de ce partenariat et contribuent à l'attractivité et au rayonnement de Montpellier comme ville de métiers d'art.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole souhaitent donc s'engager avec Ateliers d'Art de France sur un partenariat durable en faveur de la promotion, de la préservation, de la valorisation et du développement des métiers d'art sur le territoire métropolitain.

Il est proposé la signature entre les trois structures de la présente convention d'une durée de 3 ans (2017-2019) afin de définir les actions à mettre en œuvre autour de deux axes de développement :

- L'organisation annuelle par Ateliers d'Art de France du salon Ob'Art à Montpellier, avec le soutien de la Ville et de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Le développement d'actions de promotion et de développement des métiers d'art.

Le soutien de la Ville de Montpellier à l'organisation du salon Ob'Art se concrétise par la location du Corum, dans la limite de 38 000€ TTC par an et sous réserve du vote du budget primitif annuel de la collectivité. Pour l'exercice 2017, cela représente un engagement financier de 37 929.78 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'autoriser M. le Maire ou son représentant à signer la convention cadre entre la Ville, Montpellier Méditerranée Métropole et Ateliers d'Art de France et plus généralement tout document relatif à cette affaire,
- d'autoriser le prélèvement de la dépense correspondante à l'engagement financier de la Ville sur le budget 2017 de la Ville, tous chapitres.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 24 Février 2017

Séance publique du jeudi 23 février 2017

Convoqué le jeudi 16 février 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 février 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Perla DANAN, Véronique DEMON, France JAMET, Nicole LIZA, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL,

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Mise à disposition de salles pour les candidats et/ou les partis politiques dans le cadre de la campagne pour les élections présidentielles et législatives de 2017

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier, soucieuse de soutenir l'expression démocratique et multipartite à l'occasion de la campagne des élections présidentielles et législatives de 2017, propose de mettre à disposition, dans le cadre de la campagne, des salles aux candidats et/ ou aux partis politiques en faisant la demande.

L'article L 2144-3 du CGCT prévoit que « *des locaux communaux peuvent être utilisés par les associations, syndicats ou partis politiques qui en font la demande. Le Maire détermine les conditions dans lesquelles ces locaux peuvent être utilisés, compte tenu des nécessités de l'administration des propriétés communales, du fonctionnement des services et du maintien de l'ordre public. Le Conseil municipal fixe, en tant que de besoin, la contribution due à raison de cette utilisation.* »

En matière de mise à disposition du domaine public, le CG3P prévoit que le principe est que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance (article L 2125-1), sauf dans le cas de mises à disposition consenties à des associations à but non lucratif. Cette disposition ne peut s'appliquer aux partis politiques, au financement desquelles les personnes morales ne peuvent contribuer, en fixant notamment des tarifs inférieurs à ceux habituellement pratiqués.

A la différence de l'organisation des primaires, pour lesquelles un tarif spécial (incluant notamment le coût des heures supplémentaires réalisées par les agents de la Ville ainsi que la livraison du matériel nécessaire) avait dû être fixé par délibération n° 2016/258, la mise à disposition de salles pour la réunion des partis politiques ou des candidats dans le cadre de ces deux scrutins peut se baser sur les tarifs habituellement pratiqués par la Ville.

Les tarifs qui seront donc appliqués dans le cadre des réunions de campagne de l'ensemble des candidats et des partis politiques sont ceux décrits dans la délibération n°2016/500 concernant la mise à disposition de salles communales.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le principe de la mise à disposition de salles dans le cadre des élections présidentielles et législatives de 2017,
- de dire que cette mise à disposition se fera conformément à la délibération n°2016/500 fixant pour l'année 2017 les tarifs communaux et notamment ceux relatifs à la mise à disposition des salles communales.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 24 Février 2017

Direction de l'Attractivité,
du Tourisme et des
Relations Internationales
Direction de l'Attractivité, du
Tourisme et des Relations
Internationales

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2017 / 54**

Séance publique du jeudi 23 février 2017

Convoqué le jeudi 16 février 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 février 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Perla DANAN, Véronique DEMON, France JAMET, Nicole LIZA, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL,

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Mise à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et à l'Espace Martin Luther King

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Trois lieux gérés par la Direction Attractivité, Tourisme et Relations Internationales de la Ville sont destinés à promouvoir auprès des citoyens les cultures étrangères. En facilitant les activités du tissu associatif local, ces équipements dédiés à l'international participent à la vie culturelle de la cité :

- La Maison des Relations Internationales Nelson Mandela, lieu de prestige construit au siècle dernier, est une vitrine idéale de la politique internationale de la Ville qui permet notamment à la Direction Attractivité, Tourisme et Relations Internationales d'organiser en partenariat avec les associations et les acteurs locaux des manifestations dédiées à l'international pour le grand public,
- L'Espace Martin Luther King, quant à lui, est un lieu dédié à la solidarité internationale qui héberge à la fois des associations locataires mais aussi met à disposition des salles aux associations à caractère international ou de solidarité internationale de manière ponctuelle ou régulière,
- Le premier étage de l'Espace Jacques Premier d'Aragon, qui de la même manière, héberge des associations à caractère international.

La Ville de Montpellier soutient et encourage, depuis de nombreuses années, les associations contribuant au développement d'échanges culturels, de solidarité internationale en développant des projets en lien avec les jumelages existants. Ceci de façon directe par le versement de subventions, ou indirectement par la mise à disposition de locaux municipaux (conventions de mise à disposition, prêt de salles) à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela, à l'Espace Martin Luther King et au premier étage de l'Espace Jacques Premier d'Aragon.

La délibération du 15 décembre 2016 concernant les tarifs 2017 prévoit d'accorder la gratuité pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire.

Il est donc proposé au conseil municipal d'accorder également la gratuité de salles pour les associations partenaires permettant la programmation d'animation au sein de la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et de l'Espace Martin Luther King en fonction d'un calendrier qui pourra éventuellement être complété en 2017, en fonction de nouvelles demandes :

- De manière ponctuelle, pour 3 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 2736 euros,

NOM DE L'ASSOCIATION	DATE	OBJET DE LA RESERVATION	LIEU	VALORISATION / AVANTAGE EN NATURE
Association Italia-Sport Insieme	16/01/2017	Soirée de charité pour la récolte de fonds au bénéfice des familles touchées par les tremblements de terre en Italie	Salle de réception Maison des Relations Internationales Nelson Mandela (MRI)	912 €
Association Accueil des Villes Françaises	20/01/2017	Conférence, présentation de l'écrivain de l'Aventure Mondiale, Joseph Kessel par Marc Alaux, écrivain explorateur	Salle de réception MRI	912 €
Regards sur le cinéma Algérien	31/01/2017	Soirée d'ouverture de la 11ème édition "Regards sur le cinéma algérien"	Salle de réception MRI	912 €
TOTAL				2 736 €

- Pour l'année 2017 pour 15 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 41 149 euros.

N° association	Nom de l'association	Objet de l'association	Salle	Tarif municipal 2017	Nombre de réservation pour 2017	Total
----------------	----------------------	------------------------	-------	----------------------	---------------------------------	-------

Associations Locataires

1397	Maison de l'Europe	Promouvoir et faire fonctionner la Maison de l'Europe de Montpellier et développer un climat de paix et d'amitié entre tous les peuples d'Europe en créant des liens culturels amicaux entre les citoyens de ces pays	salle de réception Maison des Relations Internationales Nelson Mandela (MRI)	912 €	3	4 367 €
			salle de réception MRI (tarif à la quinzaine)	1 317 €	1	
			grande salle Espace Martin Luther King (MLK)	314 €	1	

400	Amitiés Russes	développer les relations amicales avec la Russie. Faire connaître la culture Russe aux Français. Développer l'apprentissage du Russe. Aider les russophones pour s'intégrer en France. Motiver les enfants pour apprendre le Russe à travers le théâtre.	petite salle MLK	101 €	35	5 105 €
			grande salle MLK	314 €	5	
	Libres Penseurs	La libre pensée se réclame de la raison et de la science. Elle n'est pas un parti, elle est indépendante de tous les partis. Elle n'est pas une église, elle n'apporte aucun dogme.	grande salle MLK	314 €	2	628 €
548	Euro-Grèce France	Organisation de festivités et de rencontres culturelles ainsi que l'accueil des Grecs de passage. Enseignement du grec moderne enfants et adultes. Enseignement des danses et chants traditionnels grecs.	petite salle MLK	101 €	27	2 727 €
4816	I Dilettanti	Promouvoir et diffuser la langue et la culture italienne. Renforcer les liens entre tous ceux qui partagent la passion de la civilisation italienne, quelle que soit leur nationalité.	grande salle MLK	314 €	13	7 219 €
			petite salle MLK	101 €	13	
			salle de réception MRI	912 €	2	
1477	AGIR abcd	Organisation non gouvernementale reconnue d'utilité publique qui rassemble des retraités soucieux de mettre leurs compétences et savoir-faire à disposition des organismes qui en expriment le besoin, en France et à l'Etranger.	petite salle MLK	101 €	4	404 €
1555	American Women's Group	Permettre aux Américaines, résidentes à Montpellier, de s'adapter à la culture française.	grande salle MLK	314 €	4	1 256 €
			salle de réception MRI	912 €	1	912 €
6436	Italia a Due Passi	Promotion de la culture italienne	grande salle Espace Martin Luther King (MLK)	314 €	1	1 631 €
			salle de réception MRI (tarif à la quinzaine)	1 317 €	1	
1949	Théavida	Sensibiliser à la culture latino-américaine par des projets artistiques, socioculturels, évènementiels et pédagogiques	salle de réception MRI (tarif à la quinzaine)	1 317 €	1	1 317 €

**Associations
extérieures**

1396	Maison de Heidelberg	Promotion de la langue et de la culture allemandes : manifestations culturelles, cours d'allemand tous niveaux ; médiathèque germanophone, conseil mobilité, plateforme d'échanges dans le cadre du jumelage Montpellier-Heidelberg.	salle de réception MRI	912 €	7	7 701 €
			salle de réception MRI (tarif à la quinzaine)	1 317 €	1	
130	FOAL (Friends of the anglophile Library)	Conservation et valorisation de la bibliothèque anglophone de Montpellier, promouvoir et élargir les activités et échanges culturels.	grande salle MLK	314 €	2	628 €
1398	British Cultural Association	Donner aux anglophones des possibilités de se rencontrer et de participer à des activités sociales et culturelles centrées sur la culture britannique.	grande salle MLK	314 €	2	628 €
	Institut Confucius	Diffusion et promotion de la culture et de la langue chinoise et de favoriser les échanges avec la Chine et plus particulièrement avec la Ville de Chengdu	salle de réception MRI	912 €	3	5 370 €
			salle de réception MRI (tarif à la quinzaine)	1 317 €	2	
2259	Scan d'oc	Réunir les Scandinaves. Maintenir leurs traditions et leurs intérêts. Etablir le contact avec les jeunes Scandinaves et étudiants dans la région. Aider les Scandinaves à s'installer dans la région.	grande salle MLK	314 €	2	628 €
3918	ATTAC	Produire et diffuser de l'information pour agir en commun afin de reconquérir les espaces perdus par la Démocratie au profit de la sphère financière. Se réapproprié ensemble l'avenir de notre monde.	grande salle MLK	314 €	2	628 €
					TOTAL	41 149 €

Ces occupations à titre gratuit constituent toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre dans le compte des bénéficiaires, ainsi que dans le compte administratif de la Ville.

En conséquence, il est proposé au conseil municipal :

- d'approuver les tableaux ci-dessus décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit;
- d'autoriser Monsieur le Maire, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 24 Février 2017

Séance publique du jeudi 23 février 2017

Convoqué le jeudi 16 février 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 février 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Perla DANAN, Véronique DEMON, France JAMET, Nicole LIZA, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL,

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Mise à disposition de salles à titre gratuit dans les Maisons pour tous

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations.

Le Conseil Municipal du 29 Septembre 2015 a validé le projet des Maisons pour tous, qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons pour tous par ces associations.

Il est demandé aujourd'hui au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance.

Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général.

Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

A cet effet, un tableau est joint en annexe décrivant le nom de l'association, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général,

- La participation de l'association au projet de la Maison pour tous et à la vie du quartier.

Pour cette saison 2016/2017, les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations:

- La mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 25 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 3940€

Les associations concernées sont :

MPT CAMUS : Comité de quartier Tastavin Lemasson 210€, Cofesc 220€, Musika 210€

MPT CHOPIN : En corps 55€

MPT CURIE : Din'amo 55€

MPT DUBOUT : Les amis du Domaine de Méric 55€

MPT ESCOUTAIRE : MMM Taekwondo 110€, Cité citoyenne 385€, Jasmin d'orient 220€, Comité de quartier Saint Martin 55€

MPT MERCOURI : Vaincre la mucoviscidose 110€, So Ladies 220€

MPT PAGNOL : Association Française pour l'enfance abandonnée 220€, Urban DeeJay School 110€, Jazz à tous les étages 220€

MPT SAND : Rire 55€

MPT VIAN : Comité de quartier les Aiguerelles la Rauze 110€

MPT VOLTAIRE : What the fest prod 110€, Animation création culture origami 110€, Italia due passi 165€

MPT COLUCCI : Kick boxing Val de Croze 165€

MPT LAGRANGE : Kaina 220€, Divers cité 220€, Urban DeeJay School 110€

MPT PARKS : Malbosc bouge 165€, Gestion immobilière et copropriété Syndic ACM 55€

Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons pour tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 17 décembre 2015

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le tableau joint en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- d'approuver la signature des conventions avec ces associations selon le cadre définit dans le projet d'orientation des Maisons pour tous voté lors du Conseil municipal du 29 septembre 2015.
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 24 Février 2017

Séance publique du jeudi 23 février 2017

Convoqué le jeudi 16 février 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 février 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Perla DANAN, Véronique DEMON, France JAMET, Nicole LIZA, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL,

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Mise à disposition de salles municipales à titre réduit ou gratuit

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier met à disposition chaque année des salles municipales pour un grand nombre d'associations. Le Conseil municipal du 15 décembre 2016 a validé lors de sa séance une grille tarifaire pour la mise à disposition de celles-ci, et il lui appartient de se prononcer au cas par cas sur les aspects financiers liés à ces occupations.

La délibération du 15 décembre 2016 prévoit :

- La gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires) et pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité.
- Un demi-tarif pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes.
- Un forfait de base pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur la gratuité ou le tarif réduit pour les associations, structures ou demandeurs privés dans le cadre de la délibération du 15 décembre 2016 ou hors de ce cadre. Cette occupation à titre gratuit ou à tarif réduit constitue toutefois une redevance en nature, qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes du bénéficiaire que dans le budget de la Ville.

A cet effet, le tableau ci-après indique le nom du demandeur, la salle, la date de mise à disposition et le montant valorisable de cette mise à disposition pour 65 structures, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 168 343,50€.

Dates	Salles	Organismes	Tarif de la salle	Tarif appliqué	Valorisation
10/01/2017	Salle Jules PAGEZY	ANR - HERAULT	1630	51	1579
10/01/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	INSET	450	30,5	419,5
13/01/2017	CENTRE RABELAIS	La Compagnie du Capitaine	17225	8612,5	8612,5
13/01/2017	SALON DU BELVEDERE	Chevaliers de la Gaule Montpellier Pêche	315	30,5	284,5
18 et 19/01/2017	Salle Jules PAGEZY	Association pour le Rassemblement des Citoyens, Entrepreneurs et Commerçants	3260	102	3158
20/01/2017	SALON DU BELVEDERE	AVF Montpellier (Accueil des Villes Françaises Montpellier)	315	30,5	284,5
6, 9, 10, 16, 17, 21, 23, 24, 26, 27, 28, 29, 30/01	CENTRE RABELAIS	Festival Chrétien du Cinéma	24710	11639,5	13070,5
21/01/2017	Salle de Grammont	Centre Equestre Municipal Montpellier Grammont	2040	51	1989
10/11/16; 19/12/16; 26/01/17; 24/03/17;	Salle Jules PAGEZY	Amicale des Retraités Municipaux	6520	204	6316
26/01 et 23/03/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Les Amis du Monde Diplomatique	630	61	569
27/01/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	UFC Que Choisir	450	30,5	419,5
28/01/2017	Salle de Grammont	Association Familiale des Sourds Montpellier	2040	51	1989
01/02 et 08/03/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Famille Santé Prévention	630	315	315
03/02/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Greenpeace France	450	30,5	419,5
04/02/2017	Salle Jules PAGEZY	Association Culturelle Sportive Vietnamienne	1630	0	1630
04/02/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Tourisme et Culture de l'Hérault - La Poste et France Telecom	315	30,5	284,5
04/02/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association Coeur Marianne	450	225	225
05/02/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	GIHP Groupement pour l'Insertion des Handicapés Physiques LR	900	61	839
06/02 et 29/05/2017	SALLE PETRARQUE	Association des Officiers de Réserve de la Marine Nationale	1220	61	1159
07/02; 07/03; 25/04; 3/10; 14/11; 5/12/2017	Salle Jules PAGEZY	Comité des Fêtes de la Ville de Montpellier	9780	4890	4890
11/02/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association des Béninois de Montpellier	450	30,5	419,5
11/02/2017	Salle Guillaume de Nogaret	VIATGE	315	30,5	284,5
12/02/2017	Salle de Grammont	FNATH Accidentés de la Vie Section Montpellier	3000	102	2898
12/02; 26/03; 24/09; 8/10; 17/12/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Casa de Espana	4500	305	4195
15 et 16/12/2016 du 13/02 au 31/03/2017 (du lundi au vend)	SALON DU BELVEDERE	Université du Tiers Temps	11655	1128,5	10526,5
du 17 au 20/02/2017	CENTRE RABELAIS	C'Est Rare Film	7275	3637,5	3637,5
18/02/2017	Salle Jules PAGEZY	Association des Etudiants vietnamiens à Montpellier	1630	0	1630
19/02/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Maison des Tiers Mondes Solidarité Internationale	610	0	610
du 20 au 02/2017 (du lundi au vendredi)	Salle Jules PAGEZY	différents comme tout le monde	16300	0	16300
21/02/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Association des Paralysés de France	315	30,5	284,5
22/02/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Les Amis du Monde Diplomatique	315	30,5	284,5

24/02/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Agence Locale de l'Energie	450	30,5	419,5
25 et 26/02/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Secours Populaire Français Montpellier	925	0	925
27/02/2017	SALLE DES RENCONTRES	Association Un maillot pour la vie	3260	0	3260
28/02; 07/03; 13/03; 14/03; 28/03/2017	CENTRE RABELAIS	Festival Jeune Public 2017	7925	385	7540
04/03/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Secours Populaire Français Montpellier	315	0	315
04 et 05/03/2017	SALLE DES RENCONTRES	AEPAPE 34	5750	102	5398
10, 11 et 12/03/2017	Salle Jules PAGEZY	Association Philatélique Montpelliéraine	5260	204	5056
10/03/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Collectif Montpelliérain de Solidarité avec le Peuple Grec	315	30,5	284,5
11/03/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Association des Membres de l'Ordre des palmes Académiques	450	30,5	419,5
11/03/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Francophonissimo	315	30,5	284,5
13/03; 15/05; 11/09; 13/11; 11/12/2017	CENTRE RABELAIS	KINO MONTPELLIER	7925	385	7540
16 et 17/03/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	INSET	900	61	839
16/03/2017	Salle Guillaume de Nogaret	La Comédie des Neurones	315	30,5	284,5
17, 18 et 19/03/2017	Salle Jules PAGEZY	Manoir du Crime	5260	1866	3394
17/03/2017	CENTRE RABELAIS	UNAFAM 34	1325	51	1274
18/03/2017	Salle de Grammont	Association Chemin des Cimes	2040	51	1989
19/03/2017	Salle de Grammont	Assemblée Spirituelle des Baha'is de Montpellier	3000	102	2898
20/03/2017	CENTRE RABELAIS	Francophonissimo	1325	51	1274
21/03; 11/04; 12/10/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Agence Locale de l'Energie	1350	91,5	1258,5
23/03/2017	SALLE DES RENCONTRES	CHU	3260	0	3260
24 et 25/03/2017	CENTRE RABELAIS	Club Villandry	2650	102	2548
24/03/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Association Humanitaire de Montpellier	315	0	315
24/03/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	Montpellier Cuba Solidarité	450	30,5	419,5
25/03/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	La Garriga Lengadociana	450	30,5	419,5
25/03/2017	Salle de Grammont	Club sportif des sourds	2040	51	1989
25 et 26/03/2017	SALLE DES RENCONTRES	Association Euro Grèce France	6750	153	6597
26/03/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Montpellier Scrabble	610	102	508
26/03/2017	Salle Jules PAGEZY	asso des aveyronnais	2000	102	1898
27/03/2017	Salle Jules PAGEZY	ECOLE SUPERIEURE DES BEAUX-ARTS	1630	51	1579
28/03; 13/06; 12/09; 12/12/2017	SALLE DES RENCONTRES	Etablissement Français du Sang	11 000	0	11000
28/03/2017	SALLE JACQUES 1er D'ARAGON	INSET	450	30,5	419,5
29/03/2017	Salle Guillaume de Nogaret	AGSMR	315	157,5	157,5
31/03/2017	Salle Guillaume de Nogaret	Tribunal de Grande Instance	315	30,5	284,5
31/03 et 1/04/2017	CENTRE RABELAIS	La Maison des Adolescents de Montpellier	2650	102	2548

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- d'approuver le tableau précisant les structures bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit ou à tarif réduit ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 24 Février 2017

Séance publique du jeudi 23 février 2017

Convoqué le jeudi 16 février 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 février 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSOUSS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Perla DANAN, Véronique DEMON, France JAMET, Nicole LIZA, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL,

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

TRAVAUX DE REMISE EN ETAT DE L'EGLISE SAINT-ROCH **Autorisation de déposer une déclaration préalable de travaux**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la gestion active du patrimoine et en vue du 150^{ème} anniversaire du Sanctuaire de l'église Saint-Roch qui aura lieu à l'été 2017, la Ville souhaite procéder à des travaux de restauration de la nef centrale de l'édifice ainsi qu'à la révision de sa couverture en ardoise.

Ainsi, pour mener à bien cette opération, il est nécessaire de déposer un dossier de déclaration préalable de travaux.

Le montant total des travaux s'élève à 200 000 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver les travaux de restauration de la nef centrale et de la révision de la couverture du bâtiment susmentionné ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer et déposer la déclaration préalable de travaux auprès des services compétents ;
- d'autoriser l'imputation des dépenses sur le budget 2017, chapitre 900 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 24 Février 2017

Séance publique du jeudi 23 février 2017

Convoqué le jeudi 16 février 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 février 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Perla DANAN, Véronique DEMON, France JAMET, Nicole LIZA, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL,

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Convention générale de groupement de commandes relatif aux équipements et prestations informatiques entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Communal d'Action Sociale

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La volonté de rationaliser les achats, et surtout de pouvoir réaliser des économies d'échelle enjoignent les collectivités, dans la mesure du possible de se regrouper dans le cadre de groupements de commandes. Dans cette perspective permanente de recherche de sources d'économie, le droit des marchés publics permet le regroupement des entités publiques afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie.

Le souhait pour la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier se traduit par la volonté de mettre en œuvre un groupement de commandes dans le cadre de la passation de marchés informatiques.

La présente convention a pour objet de créer un groupement de commandes publiques sur le fondement de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et plus précisément de son article 28 et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics en vue de la passation des marchés informatiques concernant l'acquisition d'ordinateurs, de périphériques, de serveurs, et de logiciels, les prestations d'installation, de conseil, de support et d'audit ainsi que les développements de solutions.

La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. Chaque collectivité sera en charge de la bonne exécution des marchés pour ce qui la concerne.

Durant cette période, chaque entité sera libre de lancer des consultations de façon autonome, hors groupement de commandes, pour des besoins spécifiques.


La convention prend effet à la date de signature par les parties et est conclue pour une durée de quatre ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre Communal d'Action Sociale ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer la convention de groupement de commandes et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 24 Février 2017

Direction Architecture et
Immobilier
Service Gestion Active de la
Propriété et Sécurité

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2017 / 59

Séance publique du jeudi 23 février 2017

Convoqué le jeudi 16 février 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 février 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Perla DANAN, Véronique DEMON, France JAMET, Nicole LIZA, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL,

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Avenant n°1 à la convention conclue entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Montpellier en date du 17 juillet 2015 relative au raccordement de sirènes étatiques au système d'alerte et d'information des populations (SAIP)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale de 2008, le gouvernement a décidé de doter les autorités de l'Etat ainsi que les communes d'un "réseau d'alerte performant et résistant" constitué de sirènes.

Les services de la direction générale de la sécurité civile et de la gestion de crise (DGSCGC) ont en conséquence conçu un nouveau dispositif, le système d'alerte et d'information des populations (SAIP), qui repose sur une logique de bassins de risques sur lesquels seront positionnés les moyens d'alerte les plus efficaces dont les sirènes d'alerte, eu égard aux circonstances locales (urbanisme, bruit ambiant, sociologie de la population).

Par convention en date du 17 juillet 2015, plusieurs sirènes, propriété de l'Etat, ont été installées sur trois bâtiments propriété de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le présent avenant porte sur l'ajout au système existant d'alerte et d'information des populations d'une sirène installée sur le château d'eau du Bois de Montmaur, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole, situé 390 chemin du réservoir de Montmaur et dont la gestion est assurée depuis le 1^{er} janvier 2016 par la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole par voie d'affectation.

Toutes les conditions et obligations figurant dans la convention conclue le 17 juillet 2015 entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Montpellier, relative au raccordement de sirènes étatiques au système d'alerte et d'information des populations (SAIP), demeurent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver l'avenant n°1 à la convention conclue le 17 juillet 2015 entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la commune de Montpellier, portant sur l'ajout d'une nouvelle sirène étatique installée sur le château d'eau du Bois de Montmaur, joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 24 Février 2017

Séance publique du jeudi 23 février 2017

Convoqué le jeudi 16 février 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 février 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Perla DANAN, Véronique DEMON, France JAMET, Nicole LIZA, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL,

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Délibération modificative de la délibération n° 2016/458 relative à des conventions pour la fourniture de services de communications fixes et mobiles entre la Ville et l'Union Générale des Acheteurs Publics (UGAP)

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Lors du Conseil Municipal du lundi 28 novembre 2016, une délibération a été portée au vote, relative à des conventions pour la fourniture de services de communications fixes et mobiles entre la Ville et l'Union Générale des Acheteurs Publics (UGAP).

Une erreur matérielle a conduit à inscrire un montant incorrect pour les droits d'entrée : leur montant est de 6256 € HT, comme indiqué dans la convention qui était jointe, et non de 6042 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- d'accepter la modification de la délibération n° 2016/458 en remplaçant "d'un montant de 6042 € HT" par "d'un montant de 6256 € HT".
- d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à ces conventions.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 24 Février 2017

Séance publique du jeudi 23 février 2017

Convoqué le jeudi 16 février 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 février 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Perla DANAN, Véronique DEMON, France JAMET, Nicole LIZA, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL,

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Fixation de l'indemnité représentative de logement des instituteurs (IRL) Année 2016

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par lettre du 15 décembre 2016, Monsieur le Préfet de l'Hérault a informé la Ville de Montpellier que, conformément aux articles R.212-9 et R.235-11 du code de l'éducation, il envisageait de reconduire le montant de l'indemnité des instituteurs pour l'année 2016.

Son montant sera arrêté après avis des Conseils Municipaux, puis du Conseil Départemental de l'Education Nationale, en tenant compte du taux de progression de la dotation spéciale instituteurs (DSI) versée aux communes pour chaque instituteur logé, ou au Centre Nationale de la Fonction publique territoriale (CNFPT) pour chaque instituteur indemnisé.

Les montants proposés pour l'année 2016 sont identiques à ceux de 2015 soit :

- 2246 € par an pour un instituteur célibataire, veuf ou divorcé sans enfant ;
- 2808 € par an pour un instituteur marié, ou pacsé, avec ou sans enfant à charge et pour les instituteurs célibataires, veufs ou divorcés avec enfant à charge.

Monsieur le Préfet rappelle que l'Indemnité Représentative de Logement (IRL), due aux instituteurs non logés, est versée par le Centre national de la Fonction Publique Territoriale (C.N.F.P.T) au nom de la commune et sollicite l'avis du Conseil municipal sur cette affaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'émettre un avis favorable à la proposition de Monsieur le Préfet de l'Hérault de reconduire comme sus indiquée l'indemnité représentative de logement versée, par le CNFPT, aux instituteurs non logés pour l'année 2016 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 24 Février 2017

Séance publique du jeudi 23 février 2017

Convoqué le jeudi 16 février 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 février 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASILVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Perla DANAN, Véronique DEMON, France JAMET, Nicole LIZA, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL,

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Attributions de subventions - Exercice 2017

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

○ Dans le cadre de la thématique **COMMEMORATIONS**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
1313	ASSOCIATION NATIONALE DES MEMBRES DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE	Projet	PRIX DU CIVISME ET ÉDUCATION CITOYENNE	200 €
4845	SOUVENIR FRANCAIS COMITE DE MONTPELLIER	Projet	PEINTURE DES MONUMENTS ET TOMBES	700 €
TOTAL				900 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 21363, nature 6574, chapitre 920

○ Dans le cadre de la thématique **SANTE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
132	AMIS DE LA BIBLIOTHEQUE DES HOPITAUX DE MONTPELLIER	Fonctionnement		700 €
164	AMICALE LANGUEDOC ROUSSILLON DES INSUFFISANTS RESPIRATOIRES	Fonctionnement		600 €

1739	COMITE DU LANGUEDOC ROUSSILLON CONTRE LES MALADIES RESPIRATOIRES	Projet	SANS TABAC JE RECUP'AIR	400 €
1763	SOS RETINITE FRANCE	Fonctionnement		1 300 €
1945	PHARMACIE HUMANITAIRE INTERNATIONALE HERAULT	Fonctionnement		3 000 €
2577	FRANCE PARKINSON 34	Projet	"VOIX ET GIBSON"	500 €
3527	GROUPE DES APHASIQUES DE MONTPELLIER ET DE L'HERAULT	Fonctionnement		300 €
4242	MEDECINS DU MONDE	Fonctionnement		800 €
5124	HOMEOPATHIE POUR TOUS	Fonctionnement		200 €
5514	SOUTIEN LAIT	Fonctionnement		200 €
6594	LA COMEDIE DES NEURONES	Projet	LA COMÉDIE DES NEURONES	400 €
TOTAL				8 400 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 17563, nature 6574, chapitre 925

- Dans le cadre de la thématique **REUSSITE EDUCATIVE**:

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
	COOPERATIVE SCOLAIRE OCCE ANTIGONE	Projet	JOURNAL DE CYCLE 3	1 500 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1495, nature 6574, chapitre 922

- Dans le cadre de la thématique **URBANISME ET AMENAGEMENT DURABLE / ECOMOBILITE**:

Code	Structure	Type	Montant
3366	VELOCITE LANGUEDOC	Fonctionnement	700 €
4534	LE VIEUX BICLOU	Fonctionnement	4 000 €
TOTAL			4 700 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 16191, nature 6574, chapitre 928

- Dans le cadre de la thématique **JEUNESSE & SPORTS**:

- BOURSE ANIMATION JEUNES

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
	SPORT'N'PICS	Projet	MONTPELLIER, TERRE DE CHAMPIONNES	2 985 €

Les crédits seront prélevés sur la ligne 1937, nature 6574, chapitre 924

- SPORTS

Code	Structure	Type	Titre du projet	Montant
5886	FOOTBALL CLUB MONTPELLIER CEVENNES	Fonctionnement		1 700 €
	COMITE D'ORGANISATION DU CHAMPIONNAT DU MONDE DE HANDBALL MASCULIN FRANCE 2017	Projet	CHAMPIONNAT DU MONDE DE HANDBALL	65 000 €
TOTAL				66 700 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 6574, chapitre 924

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget sur les imputations citées ci-dessus pour un montant total de 85 185 €;
- D'approuver la lettre d'engagement et les conventions types annexées à la présente délibération ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 24 Février 2017

Direction des Ressources
Humaines
Service Gestion
Prévisionnelle des Postes et
des Emplois

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2017 / 63

Séance publique du jeudi 23 février 2017

Convoqué le jeudi 16 février 2017, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 23 février 2017 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Anne BRISSAUD, Perla DANAN, Véronique DEMON, France JAMET, Nicole LIZA, Caroline NAVARRE, Patrick VIGNAL,

Absents :

Djamel BOUMAAZ.

Modification du tableau des effectifs

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre des services communs entre la Ville et Montpellier Méditerranée Métropole, la Direction de la Communication et le service Presse de la Ville vont être transférés vers Montpellier Méditerranée Métropole.

Par conséquent, il est proposé la suppression de 29 postes au tableau des effectifs de la Ville, à compter du 1^{er} mars 2017, conformément à l'avis rendu lors du CT du 15 décembre 2016. Il est donc proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier :

I- Suppressions de postes : conformément au Comité Technique du 15 décembre 2016.

Filière Administrative :

Attaché principal : suppression de deux postes

Attaché : suppression de treize postes

Rédacteur principal de 1^{ère} classe : suppression d'un poste

Rédacteur principal de 2^{ème} classe : suppression d'un poste

Rédacteur : suppression d'un poste

Adjoint administratif principal de 1^{ère} classe : suppression d'un poste

Adjoint administratif principal de 2^{ème} classe : suppression de trois postes

Adjoint administratif : suppression de trois postes

Filière Technique :

Technicien principal de 2^{ème} classe : suppression d'un poste

Technicien : suppression d'un poste

Agent de maîtrise principal : suppression d'un poste

Agent de maîtrise : suppression d'un poste.

II – Ouverture de postes à des agents non titulaires :

Un poste de médecin à temps complet est vacant à compter du 1^{er} mars 2017 sur des fonctions de médecin de santé publique au sein du SCHS.


Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3-3-2° de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent contractuel par référence au cadre d'emplois des médecins Territoriaux justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IM 658.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal d'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 24 Février 2017

Recueil des Actes Administratifs

Décisions

**Rapportées en séance du Conseil municipal
Du 23 février 2017**

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
d'appel d'offres ouvert pour l'achat de lampes éco et
fluo-compactes.
(N° 6C0017)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de lampes éco et fluo-compactes pour les services de la Ville de Montpellier pour l'éclairage des locaux, ceci en respectant une politique de développement durable et plus particulièrement axée sur les économies d'énergie ;
- Qu'une procédure formalisée de mise en concurrence d'entreprises spécialisées a été lancée, en date du 5 août 2016, soumise aux articles 25-I. 1° et 67 à 68 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016. Cette consultation (n° 6C0017) est passée en application de l'article 78 dudit Décret relatif aux accords-cadres (accord-cadre à bons de commande sans minimum et sans maximum). Le marché est conclu pour une durée initiale d'exécution de un an à compter de sa notification. Il peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : le prix pour 60%, la valeur technique pour 40% ;
- Que la commission d'appel d'offres, dans la séance du 6 décembre 2016, a attribué l'accord cadre à la société REXEL, 3325 avenue Etienne Méhul, 34070 MONTPELLIER, qui a proposé l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature de l'accord cadre « Achat de Lampes éco et fluo-compactes » n° 6C0017 avec la société REXEL, pour une estimation annuelle de commandes de 50 000 € HT).
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement, natures 60632, 60628, tous chapitres.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le Premier Adjoint délégué aux finances, à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 26.01.2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 25.01.2017
Notifiée le :

**ZAC de la Restanque
Parcelles OO11 et OL 36, 37, 38 et 74
Convention de participation entre la Ville /
SOMIMON / SA3M**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2077/T/R du 7 juin 2016 donnant délégation à Stéphanie JANNIN , Adjointe au Maire déléguée à l'urbanisme et à l'aménagement durable ;
- Vu le code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L.311-4 ;
- Vu la délibération n°2009/64 du conseil municipal en date du 30 mars 2009 approuvant le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque ;
- Vu la délibération n° 2012/273 du conseil municipal du 25/06/2012 approuvant les termes de la concession d'aménagement confiant à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) l'aménagement de la ZAC de la Restanque ;
- Vu la concession d'aménagement signée le 26/07/2012 ;
- Vu la délibération n° 2014/99 du 17/02/2014 approuvant les termes de l'avenant n°1 à la concession d'aménagement ;
- Vu l'avenant n° 1 à la concession d'aménagement signé le 18/03/2014 ;
- Vu la modification des statuts de la SAAM devenue Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par assemblée générale extraordinaire du 24/05/2016.

Considérant :

- Que SOMIMON, représenté par Monsieur Olivier LAURO, directeur, souhaite réaliser l'extension de bâtiment existants d'activités ;
- Qu'il y a lieu d'établir, en vue de la joindre à une demande de permis de construire, une convention de participation entre la Ville de Montpellier, SOMIMON et SA3M afin de préciser les conditions de participation financière au coût de l'équipement de la Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque, les parcelles cadastrées section, OO11 et OL36, 37, 38 et 74 objet du programme de construction, étant localisée à l'intérieur du périmètre de la ZAC ;
- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagée, résumés comme suit :
 - Surface de plancher (SDP) envisagée : 1 748 m² SDP d'entrepôts et 100 m² SDP de bureaux
 - Calcul du montant estimé de la participation :
 - Base de calcul : 50 €/m² SDP pour les entrepôts et 80 €/m² SDP pour les bureaux (valeur année 2016)
 - 1748 m² x 50 € + 100 m² x 80 € = 95 400 €

Le montant total définitif de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m² SDP autorisé par le permis de construire effectivement délivré.

Décide en conséquence :

- D'autoriser la conclusion de la convention de participation entre la Ville de Montpellier, SOMIMON et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) telle qu'annexée à la présente décision ;
- D'autoriser le versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) conformément à l'article 4 de la convention de participation ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Madame l'Adjointe déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 20.01.2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 23.01.2017
Notifiée le :

**Marché 6B0015 "Fourniture de gaz propane pour
l'ossuaire du cimetière Saint-Lazare avec mise à
disposition d'une citerne de stockage"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Madame Lorraine ACQUIER, Adjointe déléguée à l'Etat-Civil et aux Affaires Militaires.

Considérant :

- Qu'il y a lieu de fournir du gaz propane pour le four ossuaire du cimetière Saint-Lazare et de mettre à disposition une citerne de stockage.
- Qu'une procédure a été lancée en application des articles 78 et 80 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, pour une durée d'un an reconductible 4 fois. Les critères d'analyse des offres étaient les suivants : critère prix : 90% , valeur technique de la prestation de maintenance : 10%.
- Qu'après analyse, l'entreprise FINAGAZ, domiciliée Immeuble Reflex-Les Renardières, 4 place Victor Hugo 92400 COURBEVOIE, a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché 6B0015 « Fourniture de gaz propane pour le four ossuaire du cimetière Saint-Lazare avec mise à disposition d'une citerne de stockage », pour un montant de 40 000 €H.T. pour une durée d'un an à compter de la notification reconductible 4 fois ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget général de la Ville, Nature 62878 Fonction 920262 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 25.01.2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Lorraine ACQUIER

Publiée le : 27.01.2017
Notifiée le :

**Enlèvement et traitement des fumiers du parc
zoologique
Marché n°6B0143**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de confier à un prestataire extérieur l'enlèvement et le traitement des fumiers du Parc de Lunaret
- Qu'en conséquence, un marché public selon la procédure adaptée a été lancé, en application de l'article 27 et des articles 78 et 80 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la référence 6B0143 ;
- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres que la SAS Alliance Environnement Exploitation a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la SAS Alliance Environnement Exploitation – 130, rue Clément Ader CS 10 500 34 400 LUNEL pour un montant de 24 680 euros HT pour une durée initiale de 1 an reconductible par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 2 ans ;
- La dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier – Direction Parc Lunaret - Nature 6188 - Fonction 823 - Ligne de crédit 27171 ;
- Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, est autorisé à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier – 3 Rue Pitot – 34000 Montpellier.

Montpellier, le

Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publiée le :
Notifiée le :

16.02.2017

18.02.2017

**TRAVAUX FORESTIERS DU PARC
ZOOLOGIQUE DE LUNARET
n°6D0025**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 ;
- Vu l'article 78 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux accords-cadres;

Considérant :

- Qu'il y a lieu d'effectuer des travaux forestiers au sein du Parc Zoologique de Lunaret afin de maîtriser le risque incendie et de restaurer les paysages de garrigues, conformément au plan de gestion forestier du site;
- Que pour cela, il convient de confier un marché public de travaux forestiers par un accord-cadre mono-attributaire ;
- Que, les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - o Valeur technique : 60 %;
 - o Prix des prestations : 40 % ;
- Que la Commission d'Appel d'Offres, en date du 15 novembre 2016, a décidé de retenir l'offre du groupement Philip Frère/Agri 2000 comme étant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer l'accord-cadre n° 6D0025 « Travaux forestiers du parc zoologique de Lunaret » au groupement Philip Frère/Agri 2000 – 2 rue orgueilleux 34 270 Saint Mathieu de Trévières pour une période de un an renouvelable une fois soit une durée totale de 24 mois et pour un montant maximum de 400 000 euros HT pour la période initiale et de 300 000 HT maximum pour la période de reconduction soit un montant total de 700 000 euros HT pour la durée totale.
- D'imputer la dépense sur le budget de la Ville de Montpellier, Direction Parc de Lunaret, ligne 23001, fonction 823, nature 2312.
- D'autoriser Monsieur le Maire, à signer l'accord-cadre avec le mandataire du groupement et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06.02.2017

Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publiée le : 09.02.2017
Notifiée le :

DROIT DE PREEMPTION
**Périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat
de proximité**
**Délégation du droit de préemption
à la Société d'Aménagement de Montpellier
Méditerranée Métropole (SA3M)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu les articles L 214-1 à L 214-3 et R 214-1 à R 214-16 du code de l'urbanisme;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010 instaurant le droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerce et baux commerciaux à l'intérieur du périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 29 septembre 2015 approuvant l'extension du périmètre d'application du droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerce et baux commerciaux ;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), par délibération du Conseil municipal du 7 octobre 2013.

Considérant :

- que la dynamisation du commerce et de l'artisanat du centre-ville est un des objectifs prioritaires de l'opération Montpellier Grand Cœur lancée depuis 2003 par la Ville pour agir, de manière globale, sur tout ce qui contribue à améliorer la qualité du centre ancien pour ceux qui y vivent, le fréquentent et y consomment ;
- que la Ville, dans le cadre de la loi du 2 août 2005, de son décret d'application n°2007-1827 du 26 décembre 2007 et de la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008, a décidé par délibération du Conseil municipal du 26 juillet 2010 de définir un périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité et d'y instaurer un droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerces et baux commerciaux ;
- que l'objectif de la Ville est de se donner les moyens d'intervenir sur les secteurs confrontés à un risque patent de disparition de certaines offres, de manque de diversité ou de manque de qualité.

11 secteurs sont inscrits depuis 2010 dans ce périmètre :

- Rue de la République et rue d'Alger,
- Halles Laissac – faubourg de la Saunerie – boulevard Clémenceau,

- Boulevard de l'Observatoire – boulevard du Jeu de Paume et boulevard Ledru-Rollin,
- Rue Faubourg du Courreau,
- Rue Saint Guilhem,
- Rue de Verdun – rue Boussairolles – rue du Clos René – rue Aristide Ollivier,
- Rue de la Méditerranée – rue du Pont de Lattes – Place Carnot,
- Cours Gambetta – Plan Cabanes Ouest – rue Adam de Craponne,
- Place Roger Salengro – rue du Faubourg Figuerolles,
- Boulevard Louis Pasteur – Boulevard Louis Blanc – place Albert 1^{er} – rue de l'Université,
- Rue de l'Aiguillerie – place Notre Dame – rue du Pila St Gély.

- que par délibération du Conseil Municipal du 29 septembre 2015, ce premier périmètre a été étendu à la rue Maguelone, à la Grand'rue Jean Moulin (partie sud-ouest), au boulevard Victor Hugo ainsi qu'à quelques parcelles en compléments des 11 secteurs initiaux ;

- que la Ville a confié à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), la réalisation de l'opération d'aménagement dite "Grand Cœur 2013 – 2020" ;

- que l'un des objectifs de cette opération d'aménagement est de soutenir l'activité et la diversité commerciale dans les secteurs fragiles ;

- que le droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerces et baux commerciaux instauré dans le périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité est un des outils majeurs pour mener à bien l'objectif commercial de l'opération "Grand Cœur 2013 – 2020" ;

- qu'il apparait pertinent de déléguer ce droit, conformément à l'article L 214-1-1 du Code de l'Urbanisme, sur l'ensemble du périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité, à la SA3M pour lui permettre d'assurer sa mission ;

Décide en conséquence :

- de déléguer à la SA3M le droit de préemption sur les cessions de fonds artisanaux, de fonds de commerces et baux commerciaux instauré dans le périmètre de sauvegarde du commerce et de l'artisanat de proximité, conformément à l'article L 214-1-1 du Code de l'Urbanisme et pour le périmètre défini par les délibérations du Conseil Municipal des 26 juillet 2010 et 29 septembre 2015 ;

- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

20 FEV. 2017

Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publiée le : 22.02.2017
Notifiée le :



**Nettoyage de la vitrerie et des bardages
de l'Hôtel de Ville
Accord-cadre n° 6C0011**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et en particulier les articles 27, 78 et 80 ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire d'effectuer le nettoyage de la vitrerie et des bardages de l'Hôtel de Ville ;
- Qu'en conséquence, une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 sous la référence 6C0011 « Nettoyage de la vitrerie et des bardages de l'Hôtel de Ville » ;
- Qu'il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande, sans minimum, avec un maximum de 40 000 € H.T. par an ;
- Qu'il est conclu pour une période initiale d'un an, qui peut être reconduite par périodes successives d'un an, pour une durée maximale de reconduction de trois ans ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient la valeur technique des prestations (40 %) et le prix (60 %) ;
- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres que la société SUD VERTICAL – 50 avenue Saint Maurice de Sauret – 34000 MONTPELLIER - a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse (montant de son DQE : 36 154,41 € H.T.);

Décide en conséquence :

- D'attribuer l'accord-cadre n° 6C0011 « Nettoyage de la vitrerie et des bardages de l'Hôtel de Ville » à la société SUD VERTICAL.
- D'imputer la dépense sur le budget de la Ville de Montpellier – Nature 6283 — Fonction 920.
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur le Premier Adjoint délégué, à signer l'accord-cadre avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.
- De charger Monsieur le Directeur général des services de la Ville de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19.01.2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 20.01.2017
Notifiée le :

**Concours de maîtrise d'œuvre pour l'extension et la
réhabilitation partielle de l'école maternelle Pape
Carpantier (quartier Mosson – Celleneuve à Montpellier)
Désignation des membres du jury**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le code général des collectivités locales et notamment les articles L1411-2, L1414-5 et L2122-22 ;
- Vu la délibération n° 2016-497 du 15 décembre 2016 relative aux délégations consenties par le conseil municipal au Maire ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notamment l'article 89 ;
- Vu la délibération n° 2016-225 du 22 juin 2016 approuvant le lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre d'architecture pour l'extension et la réhabilitation partielle de l'école maternelle Pape Carpentier (quartier Mosson – Celleneuve à Montpellier) ;

Considérant :

- Qu'en vertu de l'article 89 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, le jury du concours en vue du choix d'un lauréat au concours de maîtrise d'œuvre d'architecture pour l'extension et la réhabilitation partielle de l'école maternelle Pape Carpentier (quartier Mosson – Celleneuve à Montpellier) est composé de Monsieur le Maire ou son représentant, des membres élus de la commission d'appel d'offres et, pour au moins un tiers des membres du jury, de personnes ayant une qualification équivalente à celle exigée des candidats ;
- Qu'il y a lieu de désigner les membres du jury de concours présentant une qualification équivalente à celle requise des candidats, et leurs représentants ;

Décide en conséquence :

- M. le Maire, Philippe SAUREL, Président du jury, pourra être représenté par Mme Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Réussite éducative.
- Les membres du jury de concours de maîtrise d'œuvre pour l'extension et la réhabilitation partielle de l'école maternelle Pape Carpentier (quartier Mosson – Celleneuve), qui possèdent la qualification requise des candidats ou une qualification équivalente et qui ont voix délibérative, sont :
- Le représentant de l'Ordre des Architectes de la région Languedoc-Roussillon : M. Jérôme GROS, ou son suppléant M. René VENTURA
- M. Frédéric DEVAUX, Architecte ou son représentant Mme Sancier MATTE-DEVAUX, Architecte
- Mme Christine BRIDON, Architecte, Ville de Montpellier, service architecture ou son représentant Mme Frédérique COUILLEC, Architecte Ville de Montpellier, service architecture
- M. Jean- Louis DESTISON, maître d'œuvre, Ville de Montpellier, direction architecture et immobilier ou son représentant M. Mohamed BENSACKEL, maître d'œuvre, Ville de Montpellier, direction architecture et immobilier

- Mme Hélène PARTIMBENE, maître d'œuvre, Ville de Montpellier, direction travaux et maintenance, ou son représentant M. Dominique DELAHAYE, maître d'œuvre, Ville de Montpellier, direction travaux et maintenance
- Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19.01.2017

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA**

Publiée le : 20.01.2017
Notifiée le :



CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ YAMBA (SEELO SHOP)
Dossier n° PE 34172 14V0007
Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que M. YAMBA a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n° 2 rue de la Méditerranée et qu'il est poursuivi pour ces faits devant le tribunal correctionnel ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la commune dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 20/01/2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 23/01/2017
Notifiée le :

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ VENTURI Vicente
Recours pour excès de pouvoir contre le refus implicite
de délivrance d'un certificat de permis tacite

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que suite au dépôt de sa demande de permis de construire n° PC 34172 10V0218 M02 en date du 27/01/2014 et à l'expiration du délai d'instruction, M. VENTURI Vicente a demandé à la commune de Montpellier la délivrance d'une attestation de permis de construire tacite par courriers du 07/07/2014 et 10/06/2016 ;
- Que suite au refus de la commune, M. VENTURI Vicente a déposé une requête auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 30/12/16 sous le n°1606522-1 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 20/01/2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 23/01/2017
Notifiée le :

**REFERE-EXPULSION
AVENUE RAYMOND DUGRAND SC 104
DECISION D'ESTER**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que la Ville est propriétaire de la parcelle SC 104 située rue Raymond DUGRAND appartenant à son domaine privé ;
- Que la police municipale a constaté dans un rapport en date du 5 janvier 2017 que cette parcelle était irrégulièrement occupée par des personnes y ayant installé cinq caravanes et six véhicules ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 20/01/2017

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA**

Publiée le : 23/01/2017
Notifiée le :



Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ KOCIAK
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté de
permis de construire n° PC 34172 15V0293

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 17/06/2016, Monsieur le Maire de MONTPELLIER a accordé un permis de construire à LA SNC MARIGNAN RESIDENCES, visant à procéder à la construction d'un ensemble de 46 logements, 35 quater rue de Barcelone ;
- Que M. KOCIAK a déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 15/12/16 sous le n° 1606218-1 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 20/01/2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 23/01/2017
Notifiée le :



**COMMUNE DE MONTPELLIER / SARL SEPM DU
ROCKSTORE
RESPONSABILITE
DECISION D'ESTER**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par requête en date du 28 novembre 2016, M. SIFER et MME ROSA ont assigné la SARL SEPM DU ROCKSTORE pour l'entendre condamner à fermer son établissement jusqu'à la mise en place d'un limiteur de pression acoustique et à réparer le préjudice moral subi du fait des nuisances sonores;
- Que par requête en date du 9 décembre 2016, la SARL SEPM DU ROCKSTORE demande l'intervention forcée de la Ville et la met en cause car elle est propriétaire du bâtiment où est exploité le ROCKSTORE et a effectué les travaux d'insonorisation ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 20/01/2017

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA**

**Publiée le : 23/01/2017
Notifiée le :**

**Contentieux
Madame Laurence COLAS
Recours contre le titre exécutoires
du 06 novembre 2012**

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que Madame COLAS conteste devant le Tribunal de Grande Instance le titre du 06 novembre 2012 et les lettres de relance et de mise en demeure associées ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 20/01/2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 23/01/2017
Notifiée le :

CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ SOPHY-MONTFORT
Dossier n° PE 34172 14V0009
Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :


- Que Mme SOPHY-MONTFORT a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n° 9 rue des Ecureuils et qu'elle est poursuivie pour ces faits devant le tribunal correctionnel ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la commune dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 20/01/2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 23/01/2017
Notifiée le :

**Concours de maîtrise d'œuvre pour l'extension et la
réhabilitation partielle de l'école maternelle Pape
Carpantier (quartier Mosson – Celleneuve à
Montpellier)
Désignation des membres du jury
Annule et remplace la Décision n° 2017/0015**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le code général des collectivités locales et notamment les articles L1411-2, L1414-5 et L2122-22 ;
- Vu la délibération n° 2016-497 du 15 décembre 2016 relative aux délégations consenties par le conseil municipal au Maire ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notamment l'article 89 ;
- Vu la délibération n° 2016-225 du 22 juin 2016 approuvant le lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre d'architecture pour l'extension et la réhabilitation partielle de l'école maternelle Pape Carpentier (quartier Mosson – Celleneuve à Montpellier) ;

Considérant :

- Qu'en vertu de l'article 89 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, le jury du concours en vue du choix d'un lauréat au concours de maîtrise d'œuvre d'architecture pour l'extension et la réhabilitation partielle de l'école maternelle Pape Carpentier (quartier Mosson – Celleneuve à Montpellier) est composé de Monsieur le Maire ou son représentant, des membres élus de la commission d'appel d'offres et, pour au moins un tiers des membres du jury, de personnes ayant une qualification équivalente à celle exigée des candidats ;
- Qu'il y a lieu de désigner les membres du jury de concours présentant une qualification équivalente à celle requise des candidats, et leurs représentants ;

Décide en conséquence :

- M. le Maire, Philippe SAUREL, Président du jury, pourra être représenté par Mme Isabelle MARSALA, Adjointe déléguée à la Réussite éducative.
- Les membres du jury de concours de maîtrise d'œuvre pour l'extension et la réhabilitation partielle de l'école maternelle Pape Carpentier (quartier Mosson – Celleneuve), qui possèdent la qualification requise des candidats ou une qualification équivalente et qui ont voix délibérative, sont :
- Le représentant de l'Ordre des Architectes de la région Languedoc-Roussillon : M. Jérôme GROS, ou son suppléant M. René VENTURA.
- M. Frédéric DEVAUX, Architecte ou son représentant Mme Sancier MATTE-DEVAUX, Architecte
- Mme Christine BRIDON, Architecte, Ville de Montpellier, service architecture ou son représentant Mme Frédérique COUILLEC, Architecte Ville de Montpellier, service architecture.

- M. Jean- Louis DESTISON, maître d'œuvre, Ville de Montpellier, direction architecture et immobilier ou son représentant M. Mohamed BENSAKEL, maître d'œuvre, Ville de Montpellier, direction architecture et immobilier.
- Mme Hélène PARTIMBENE, maître d'œuvre, Ville de Montpellier, direction travaux et maintenance, ou son représentant M. Dominique DELAHAYE, maître d'œuvre, Ville de Montpellier, direction travaux et maintenance.

Montpellier, le 20/01/2017

Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publiée le : 23/01/2017

Notifiée le :

**PRESTATIONS DE NETTOYAGE ET
D'ENTRETIEN DES LOCAUX ET DE LA
VITRERIE DE SITES DEPENDANT DE LA MAIRIE
DE MONTPELLIER
MARCHE N° 6D00138170**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance du 23 juillet 2015 et en particulier l'article 36 ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 et en particulier les articles 13, 25, 67, 68, 78 et 80 ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire, Déléguée à la Réussite Educative ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de faire réaliser des prestations de nettoyage et d'entretien des locaux et de la vitrerie de sites dépendant de la Mairie de Montpellier ;
- Qu'en conséquence, conformément aux articles 25, 67 et 68 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, un appel d'offres ouvert a été lancé sous la référence 6D0013 « Prestations de nettoyage et d'entretien des locaux et de la vitrerie de sites dépendant de la Mairie de Montpellier » comportant 8 lots ;
- Que le lot 8 (- estimé à un montant de 40 000 € HT par an - lot réservé conformément à l'article 36 I de l'ordonnance du 23 juillet 2015 et à l'article 13 du décret du 25 mars 2016) pour les groupes scolaires du secteur Port Marianne- Près d'arènes a été déclaré infructueux et relancé ;
- Qu'il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande, sans minimum ni maximum. Il est conclu pour une période initiale d'un an, qui peut être reconduite par périodes successives d'un an, pour une durée maximale de reconduction de trois ans ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient la valeur technique des prestations (60 %) et le prix (40 %) ;
- Que la Commission d'Appel d'Offres, dans un avis rendu le 29 novembre 2016, a considéré comme économiquement la plus avantageuse, l'offre de l'entreprise adaptée E.T.A.P.E.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le lot 8 « secteur Port-Marianne – Près d'Arènes » du marché n° 6D00138170 « Prestations de nettoyage et d'entretien des locaux et de la vitrerie de sites dépendant de la Mairie de

Montpellier », sans montant minimum ni montant maximum, à l'entreprise adaptée E.T.A.P.E située au 1399, chemin du mas de sorbier, 30000 Nîmes ;

- D'imputer la dépense sur le budget fonctionnement de la Ville de Montpellier, chapitre 922, nature 6283 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'Adjointe Déléguée à signer ce marché.

Montpellier, le 25.01.2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA

Publiée le : 27.01.2017
Notifiée le :



**Convention d'occupation temporaire du domaine
public**

Stand de Tir Police 25m Couvert - Montmaur

Ville de Montpellier - Ville de Castelnau-Le-Lez

01/01/2017 – 31/12/2017

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2092/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports ;

Considérant :

- Que la Ville est sollicitée par la Ville de Castelnau-Le-Lez pour la mise à disposition temporaire du Stand de Tir Police 25 mètres couvert de Montmaur dans le cadre de l'habilitation au tir et de la formation de son personnel de Police Municipale ;
- Que la Ville de Montpellier, propriétaire du Pas de Tir de Montmaur, accepte de mettre à disposition de la Ville de Castelnau-Le-Lez le Stand de Tir Police 25 mètres pour un montant de 192.50 euros la séance de 3 heures pour 7 personnes, conformément à la délibération n° 2016/500 du 15 décembre 2016 ;
- Que la Ville de Castelnau Le Lez précisera, par un état en fin de mois, le nombre de séances occupées, les dates et le nombre de participants ;

Décide en conséquence :

- De passer une convention pour l'utilisation du Stand de Tir Police 25 mètres couvert de Montmaur avec la Ville de Castelnau Le Lez, du 1^{er} Janvier 2017 au 31 Décembre 2017 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;

Montpellier, le 02.02.2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Fabien ABERT

Publiée le : 03.02.2017
Notifiée le :

**Cotisations à l'Ordre des Architectes
Renouvellement
Exercice 2017**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que les missions pour lesquelles l'intervention d'un architecte est rendue obligatoire par la loi, notamment la signature des permis de construire, nécessitent une adhésion à l'Ordre des Architectes ;
- Que l'assurance préalable à l'Ordre des Architectes et l'assurance professionnelle sont effectivement des conditions indispensables pour se prévaloir de la qualité d'architecte ;
- Qu'il faut permettre à nos agents de remplir leurs missions dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser le renouvellement de l'adhésion à l'Ordre des Architectes pour l'année 2017, pour les agents suivants :

Nom	Prénom	Direction	Cotisation (en €)
BRIDON	Christine	Architecture & Immobilier Service Architecture	700
COUILLEC	Frédérique		700
HILAIRE	Anne-Josée		700
TOTAL			2100

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017, fonction 920 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, Monsieur le Premier Adjoint, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 31.01.2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 02.02.2017
Notifiée le :

**Renouvellement d'adhésion à l'association Centre Ville
en Mouvement 2017 - Cotisation**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2079 du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Mme Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Adjointe au Maire déléguée au Commerce et à l'Artisanat ;

Considérant que :

- Par délibération n° 2016/335, le Conseil municipal a validé l'adhésion au Réseau des Centres-Villes Durables et de l'Innovation – Association Centre Ville en Mouvement ;
- La Ville souhaite renouveler son adhésion en 2017 pour lui permettre de faire partie d'un réseau de collectivités et de bénéficier de ses ressources, rencontrer les acteurs de l'innovation et des spécialistes du centre ville, de partager les meilleures expériences et les bonnes pratiques grâce à un forum sur une plate forme d'échanges, de participer à des visites de terrain en France et à l'Etranger, et enfin de valoriser ses actions auprès d'autres collectivités ;
- La cotisation d'adhésion pour l'exercice 2017 est de 2000€ (non soumise à TVA) ;

Décide en conséquence :

- De renouveler l'adhésion au Réseau des Centres-Villes Durables et de l'Innovation – Association Centre Ville en Mouvement pour l'exercice 2017 ;
- D'accepter le versement à l'association de la cotisation, pour un montant de 2 000, 00 € (pas de TVA) ;
- De prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget 2017 de la Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public, chapitre 928 ;
- D'autoriser M. le Maire ou, à défaut, Madame l'Adjointe Déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 30.01.2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Brigitte ROUSSEL-GALIANA

Publiée le : 03.02.2017
Notifiée le :

**Attribution du marché n° 6C0023 passé selon une
procédure adaptée ouverte
Accueil et sécurité dans les bâtiments communaux de
la Ville de Montpellier**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2016/2089/T/R en date du 06 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, Adjointe Déléguée à la Sécurité ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier un accord cadre à bons de commande portant sur l'accueil et la sécurité dans les bâtiments communaux de la Ville de Montpellier ;
- Qu'à la suite d'une consultation en date du 15 novembre 2016 selon une procédure adaptée ouverte immatriculée 6C0023, conformément à l'article 28 du décret n° 2016 - 360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Que les prestations feront l'objet d'un accord cadre à bons de commande sans minimum, et sans maximum, passé à prix unitaires en application des articles 78 et 80 des accords-cadres, et sera conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de la notification du marché. Ce marché pourra faire l'objet de 3 reconductions tacites possibles par périodes successives d'un an ;
- Que le montant estimé pour la durée initiale est de 50 000,00 Euros H.T ; avec une estimation globale sur une durée totale de 4 ans : 200 000,00 Euros H.T.
- Que la société AGENCE 34 SECURITE sise 34970 Lattes a présenté l'offre économiquement la plus favorable selon les critères de jugement des offres suivants : la valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique pour 70 % et le montant des prestations pour 30 %.

Décide en conséquence :

- D'attribuer l'accord cadre à bons de commande à la société suivante AGENCE 34 SECURITE sise 3 Rue des Roses - 34970 Lattes
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Madame l'Adjointe Déléguée à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 30.01.2017

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Marie-Hélène SANTARELLI**



Publiée le : 02.02.2017
Notifiée le :

**Marché n° 3D0101 : Maintenance des équipements de
sécurité incendie - Lots 1 et 2 - Avenants n° 1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;
- Vu la délibération n° 2013/342 du 22 juillet 2013 « Maintenance des équipements de sécurité incendie – SPIE SUD OUEST SAS » ;
- Vu les 2 projets d'avenant n° 1 relatifs aux 2 lots du marché n° 3D0101 « Maintenance des équipements de sécurité incendie » ;

Considérant :

- Qu'un marché n° 3D0101 « Maintenance des équipements de sécurité incendie » a été lancé. Il comprenait 2 lots :
 - o Maintenance des équipements de contrôle d'accès et de sécurité incendie du site de l'Hôtel de Ville
 - o Maintenance des équipements de sécurité incendie dans les bâtiments communaux
- Que par délibération n° 2013/342 du 22 juillet 2013, les 2 lots du marché n° 3D0101 ont été attribués à SPIE SUD OUEST SAS ;
- Que dans le cadre de l'opération de restructuration du groupe SPIE, la société SPIE SUD-OUEST va apporter au cours de l'année 2017 son activité « maintenance et facility management » à la société SPIE FACILITIES dans le cadre d'un apport partiel d'actifs ;
- Que des avenants n° 1 aux 2 lots du marché n° 3D0101 sont nécessaires ayant pour objet la cession des contrats de SPIE SUD-OUEST à SPIE FACILITIES - 170 rue Henri Farman - BP 70339 - Parc d'Activités Marcel Dassault - 34435 SAINT JEAN DE VEDAS Cedex ;

Décide en conséquence :

- D'approuver les avenants n° 1 aux 2 lots du marché n° 3D0101 ayant pour objet la cession des contrats de SPIE SUD-OUEST à SPIE FACILITIES.
- D'imputer la dépense sur le budget de la Ville de Montpellier – Fonction 920.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint délégué à signer tout document relatif à ces affaires.

Montpellier, le 31 . 01 . 2017
Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 02 . 02 . 2017
Notifiée le :

Cotisation à l'association AMO Languedoc-Roussillon pour l'année 2017

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2077T/R du 7 juin 2016 donnant délégation à Mme Stéphanie JANNIN, Adjointe au Maire, déléguée à l'Urbanisme et à l'Aménagement durable ;

Considérant :

- Que l'association Architecture et Maîtres d'ouvrage (AMO) - Languedoc-Roussillon regroupe des architectes, maîtres d'ouvrage, et industriels de la région ;
- Que cette association organise notamment des rencontres, des journées nationales et des voyages tout au long de l'année ;
- Que l'adhésion à cette association donne à la Ville l'opportunité unique de participer à des manifestations et des échanges de réflexions à fort enjeu architectural et urbain.

Décide en conséquence :

- De confirmer l'adhésion de la Ville à l'association AMO LR pour un montant de 800 € pour l'exercice 2017 ;
- D'accepter le versement de la cotisation 2017 à l'association AMO LR ;
- De prélever le montant de la dépense pour un montant de 800 € sur les crédits inscrits au budget 2017 de la Ville au chapitre 920 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 07.02.2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Stéphanie JANNIN

Publiée le : 09.02.2017
Notifiée le :

**Marché d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la
réalisation du programme 2017 des travaux de mise en
accessibilité de 14 ERP de la Ville de Montpellier**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;
- Vu la décision n° 2016/0283 du 23 août 2016 autorisant la signature avec la SA3M d'un mandat de Maîtrise d'Ouvrage déléguée pour la mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti communal ;

Considérant :

- Que par décision n° 2016/0283 du 23 août 2016, un mandat de Maîtrise d'Ouvrage déléguée pour la mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti communal a été signé avec la SA3M ;
- Qu'il est nécessaire de mettre en accessibilité 14 ERP de la Ville en 2017 ;
- Que pour cela, il convient de faire appel à un Assistant à Maîtrise d'Ouvrage ;
- Qu'en conséquence, conformément à l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 et de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, un marché à procédure adaptée ouverte, d'une durée de 11 mois à compter de la notification, a été lancé sous la référence 2993-S17-01 ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient la valeur technique des offres (70 %) et le prix (30 %) ;
- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres que l'entreprise ASCAUDIT MOBILITE - Les Carrières des Talleries, 18570 TROUY-BOURGES - a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n° 2993-S17-01 « Ville de Montpellier - Opération n° 2993 : Marché d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la réalisation du programme 2017 des travaux de mise en accessibilité de 14 ERP de la Ville de Montpellier » à l'entreprise ASCAUDIT MOBILITE pour un montant de 86 125 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville - Chapitre 900 - Fonction 207 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 07 . 02 . 2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 09. 02 . 2017
Notifiée le :

**MARCHE PUBLIC - REHABILITATION DE
L'UNITE CENTRALE DE PRODUCTION
ALIMENTAIRE - MISSION D'ASSISTANCE A LA
MAITRISE D'OUVRAGE
MARCHE N° 6B0163**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, et plus particulièrement l'article 27 ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2091/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Mme Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire, déléguée à la Réussite éducative ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de réhabiliter l'unité centrale de production alimentaire de la Ville de Montpellier ;
- Que pour cela, il convient de faire appel à un Assistant à Maîtrise d'Ouvrage ;
- Qu'en conséquence, un marché à procédure adaptée a été lancé, conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, sous la référence n° 6B0163 « Réhabilitation de l'unité centrale de production alimentaire - Mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage », pour une durée de 30 mois à compter de la notification, sous la forme d'un marché à tranches avec une tranche ferme et deux tranches optionnelles ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique : 70 %
 - Prix : 30 %
- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres que la société ARTELIA - Bâtiment et Industrie, 2 avenue François Mitterrand, 93210 LA PLAINE SAINT DENIS - a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n° 6B0163 « Réhabilitation de l'unité centrale de production alimentaire - Mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage » à la société ARTELIA, pour un montant de 89 755 € H.T. réparti comme suit :
 - Tranche ferme : 36 800 € H.T.
 - Tranche optionnelle 1 : 15 925 € H.T.
 - Tranche optionnelle 2 : 37 030 € H.T.

- D'imputer la dépense sur le budget d'investissement de la Direction de la Politique Alimentaire la Ville de Montpellier – CRB 13000 – Ligne de crédit 23138 – Fonction 902/251/1/R ;
- D'autoriser Mme Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire, à signer le marché avec l'entreprise retenue et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;
- De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02.02.2017

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA**

Publiée le : 04.02.2017
Notifiée le :



**Renouvellement de l'adhésion
à l'Association des maires de France
et à l'Association des maires de l'Hérault
Exercice 2017**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/0096/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur le Premier Adjoint Max LEVITA, délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que, créée en 1907 et reconnue d'utilité publique dès 1933, l'Association des Maires de France est aux côtés des maires et des présidents d'intercommunalité pour défendre les libertés locales, appuyer les élus dans la gestion au quotidien et préserver les intérêts des collectivités et de leurs groupements ;
- Qu'aujourd'hui, 34 486 maires et 1 481 présidents d'EPCI en sont adhérents ;
- Que l'Association des Maires de l'Hérault représente sur le plan départemental l'Association des Maires de France ;
- Que la fonction de l'AMF 34 est donc de faire remonter les attentes, voire les revendications des communes de l'Hérault et que, pour cela, il est donc nécessaire de disposer d'un réseau départemental permettant de recueillir les avis des Maires de toute la France ;
- Qu'il est proposé au titre de l'année 2017 l'adhésion à l'Association de Maires de France et celle des Maires de l'Hérault, par le versement d'une cotisation d'un montant de 43 799,90 €.

Décide en conséquence :

- D'approuver le versement de la cotisation telle que définie ci-dessus pour un montant total de 43799,90 € ;
- De prélever ces sommes sur les crédits inscrits au budget 2017 sur la nature 6281 chapitre 920 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 02 . 02 . 2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 06 . 02 . 2017
Notifiée le :

Marché n° 4B0035
**Avenant au lot n° 1 « Contrôles techniques périodiques
des véhicules » pour transfert de raison sociale**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation de signature à M. Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il est obligatoire de faire réaliser les contrôles techniques périodiques des véhicules de la ville de Montpellier,
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 15/05/2014 faisant l'objet d'un marché passé en procédure adaptée, référencée 4 B 0035, conformément au code des marchés publics, la société AUTO CONTROLE DE ST JEAN DE VEDAS a présenté, pour le lot 1 – Contrôles techniques périodiques des véhicules - , une offre économiquement acceptable,
- Que par décision, en date du 04/09/2014, notifiée le 18/09/2014, Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier a attribué ce marché n° 4 B 0035 lot 1 à Mme FERRACANE Corinne, gérante de la société AUTO CONTROLE DE ST JEAN DE VEDAS, pour une durée initiale d'un an, reconductible trois fois par tacite reconduction à compter de sa notification et pour un montant maximum de 55 000 € HT,
- Que par courrier déposé directement au service Parc Auto, le 07/12/2016, nous avons été informés du transfert du titulaire du marché (Mme FERRACANE Corinne ancienne gérante) vers Mr ARRIVE Grégory président de ladite société, qui sera effectif à compter du 15/02/2017,
- Qu'il convient donc d'établir un avenant autorisant le transfert du titulaire actuel de ce marché vers le nouveau titulaire, Mr ARRIVE Grégory président de la SAS AUTO CONTROLE DE ST JEAN DE VEDAS, sous réserves que les conditions de ce marché soient identiques et que le nouvel adjudicataire n'y apporte aucune modification.

Décide en conséquence :

- D'approuver le principe de cet avenant de transfert de raison sociale,
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer cet avenant et plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec le nouvel adjudicataire.

Montpellier, le 16.02.2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 20.02.2017
Notifiée le :

**Direction des Relations aux Publics
Service PRESTO
Modification de la régie de recettes Prestation de
Proximité
Mise à disposition d'un fond de caisse**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs;
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- Vu l'arrêté du 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Vu le décret n°2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
- Vu la Décision du 29 octobre 1987 instituant une régie de recettes auprès des restaurants scolaires de la Ville de Montpellier ;
- Vu la Décision du 26 septembre 1995, relative à l'ouverture d'un compte de dépôt de fonds ;
- Vu la Décision du 04 septembre 2000 relative à l'augmentation du montant de l'encaisse ;
- Vu la Décision du 19 octobre 2001 relative à l'extension de la régie de recettes et d'avances ;
- Vu la Décision du 16 mars 2006 relative à la clôture de la régie d'avances des Restaurants scolaires ;
- Vu la Décision du 28 mai 2010 relative à la modification des modes de recouvrement ;
- Vu la Décision du 20 mai 2011 relative à l'ouverture d'une régie d'avances pour les restaurants scolaires ;
- Vu la Décision 0213/2012 du 26 avril 2012, relative à l'augmentation du montant de l'encaisse autorisée et de l'ajout du virement comme mode d'encaissement ;
- Vu la décision n°2013/0345 du 21 Novembre 2013 relative à la modification de dénomination et d'adresse de la régie ;
- Vu la décision n°2004/0282 du 11 Août 2014 relative à la modification de la régie de recettes Prestation de Proximité ;
- Vu la décision n°2015/0256 du 22 Juin 2015 relative à la modification des recettes encaissées ;
- Vu l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 30 Janvier 2017 ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 7 juin 2016 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances

Considérant :

- Que pour assurer le bon fonctionnement de la régie il convient de mettre à disposition du régisseur un fond de caisse.

Décide en conséquence :

- Que, article 1, il est maintenu une régie de recettes prolongée pour les restaurants scolaires, auprès de la Direction des Relations aux Publics de la Ville de Montpellier ;
- Que, article 2, la régie de recettes est installée dans les locaux de la Mairie de Montpellier, 1 place Georges FRÊCHE, 34267 Montpellier cedex 2 ;
- Que, article 3, la régie perçoit les recettes suivantes au chapitre 922 :
 - Les recettes des repas et de l'accueil dans les établissements scolaires de la Ville.
 - Les recettes des cartes à puce (carte midi) facturées en cas de perte ou de détérioration de la première par les usagers de la restauration scolaire et de l'accueil.
 - Les pénalités facturées aux usagers de la restauration scolaire et de l'accueil pour retard, perte et détérioration de la carte à puce.
 - Tarification occasionnel des repas sans réservation.
- Que, article 4, les recettes désignées à l'article 3 sont perçues selon les modes de règlement suivants :
 - Espèces
 - Mandats Cash
 - Chèques
 - Numéraire
 - Cartes bancaires (TPE fixe, paiement en ligne, serveur vocal)
 - Virements d'organismes sociaux

Dans le cadre de la régie prolongée, le régisseur dispose de deux mois pour recouvrer les recettes prévues à l'article 3.

Les recettes sont perçues contre remise à l'usager de factures/quittances
- Que, article 5, Un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public. Ce compte au régisseur de percevoir les recettes prévues à l'Article 3.
- **Que, article 6, un fond de caisse d'un montant de 500 € est mis à disposition du régisseur.**
- Que, article 7, il est maintenu quatre sous régies auprès des mairies de proximité. Les modalités de fonctionnement sont précisées dans l'acte constitutif des sous régies.
- Que, article 8, l'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination. Le mandataire a pour obligation de prendre connaissance de l'intégralité de ses responsabilités et obligations citées dans l'arrêté de nomination.
- Que, article 9, le montant maximum de l'encaisse est fixé à 400 000 €.
- Que, article 10, en application du décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale, la régie susvisée ouvre droit à la NBI de 15 (ou 20) points et sera versée à l'agent s'il remplit les conditions.
- Que, article 11, le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.
- Que, article 12, le régisseur perçoit une indemnité de responsabilité dont le taux est précité dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;
- Que, article 13, le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire ;
- De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02.02.2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 05.02.2017
Notifiée le :

Direction de la Culture et du Patrimoine
Modification de la régie de recettes " La Panacée"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- Vu l'arrêté du 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Vu le décret n°2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
- Vu la décision n°2015/0234 relative à la création de la régie de recettes en date du 17 juin 2015 ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;
- Vu l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 30 janvier 2017.

Considérant :

- Qu'il convient, pour un meilleur fonctionnement de la régie de la Panacée, de mettre à disposition du régisseur un fond de caisse.

Décide en conséquence :

- Que, article 1, il est maintenu une régie de recettes « la Panacée » auprès de la Direction de la Culture et du Patrimoine (DCP) ;
- Que, article 2, la régie est installée, 14 rue de l'école de Pharmacie 34000 Montpellier ;
- Que, article 3, la régie encaisse les produits suivants : ventes de catalogues, cartes postales, affiches, objets édités ou coédités par la Ville de Montpellier ;
- Que, article 4, les recettes désignées à l'Article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants : numéraire, chèques, carte bancaire ;
- Que, article 5, un compte de dépôt de fonds est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public. Ce compte permet l'encaissement des recettes désignées à l'Article 3.
- **Que, article 6, un fond de caisse d'un montant de 50 euros est mis à disposition du régisseur.**
- Que, article 7, le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 4000 € ;

- Que, article 8, le régisseur est tenu de verser au Trésorier municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 7 et au minimum une fois par mois ;
- Que, article 9, le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction ;
- Que, article 10, le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;
- Que, article 11, le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire ;
- De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 02 . 02 . 2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint



Publiée le : 06 . 02 . 2017
Notifiée le :

**Marché de réparation et maintenance du matériel
horticole et agricole - 6B0168**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu les articles 27,78 et 80 du décret susmentionné.

Considérant :

- Que la réparation et la maintenance du matériel horticole et agricole du service Jardins et Espaces Naturels de la Direction Paysage et Diversité, de la Direction du Parc de Lunaret et du service du Garage municipal de la Ville de Montpellier sont indispensables à la sécurité du personnel et du public ainsi qu'au bon fonctionnement des services cités.
- Que le parc zoologique, le service Jardins et Espaces Naturels et le garage municipal de la Ville de Montpellier ne sont pas en mesure d'effectuer ces travaux de réparation et de maintenance par leurs propres moyens ;
- Qu'il est donc nécessaire de confier à un prestataire extérieur la réalisation des prestations de réparation et de maintenance de ces engins ;
- Qu'en conséquence, un marché public de service a été lancé sous la référence 6B0168 ;
- Qu'il s'agit d'un accord cadre à bons de commande dont la consultation est décomposée comme suit :
 1. Lot n° 1 : Réparation et maintenance de matériel horticole et agricole du parc zoologique
 2. Lot n° 2 : Réparation et maintenance de matériel horticole et agricole du service jardins et espaces naturels.
- Que l'unique critère de classement des offres est le critère prix.
- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres du 19 janvier 2017 que l'entreprise LMS a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour les deux lots.

Décide en conséquence :

- De retenir l'offre de l'entreprise LMS (Languedoc Matériel Service) - Parc Aftalion BP34- 34671 Baillargues cedex 01 pour un montant minimum de 5.000 € et maximum de 27.000 € (lot n°1 –matériel du Parc de Lunaret) et un minimum de 10.000 € et un maximum de 53.000 € (lot n°2 –matériel du service Jardins et Espaces Naturels) hors taxe annuel pour une durée d'un an non renouvelable à compter de la notification du marché.
- D'imputer pour le lot n°1 la dépense sur le budget de la Ville de Montpellier- Direction Parc de Lunaret- Fonction 928-823 –Ligne de crédit 16082 ;
- D'imputer pour le lot n°2 la dépense sur le budget de la Ville de Montpellier- Direction Paysage et Biodiversité-fonction 928 –ligne de crédit 2261 et la Direction Energie Moyens Techniques –service Parc Auto- fonction 920- ligne de crédit 1080 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer le présent marché avec l'entreprise titulaire et plus généralement tout document relatif à cette affaire.
- De charger Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montpellier- 3 rue Pitiot-34000 Montpellier

Montpellier, le

15.02.2017

Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publiée le :
Notifiée le :

16.02.2017

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2017/0038

**Convention d'occupation temporaire du domaine
public
Stand de Tir Police 25m Couvert - Montmaur**

**Ville de Montpellier – SNCF – Sûreté Ferroviaire –
SUGE Montpellier**

01/01/2017 – 31/12/2017

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2092 du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports ;

Considérant :

- Que la Ville est sollicitée par la SNCF – Sûreté Ferroviaire – SUGE Montpellier pour la mise à disposition temporaire du Stand de Tir Police 25 mètres couvert de Montmaur dans le cadre de l'habilitation au tir et de la formation de son personnel de la Sûreté Ferroviaire ;
- Que la Ville de Montpellier, propriétaire du Pas de Tir de Montmaur, accepte de mettre à disposition de la SNCF – Sûreté Ferroviaire – SUGE Montpellier le Stand de Tir Police 25 mètres pour un montant de 192.50 euros la séance de 3 heures pour 7 personnes, conformément à la Délibération du Conseil Municipal du 15 décembre 2016 ;
- Que la SNCF – Sûreté Ferroviaire – SUGE Montpellier précisera, par un état en fin de mois, le nombre de séances occupées, les dates et le nombre de participants ;

Décide en conséquence :

- De passer une convention pour l'utilisation du Stand de Tir Police 25 mètres couvert de Montmaur avec la SNCF – Sûreté Ferroviaire – SUGE Montpellier, du 1^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2017 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 13.02.2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Fabien ABERT

Publiée le : 14.02.2017
Notifiée le :

**Attribution d'un accord cadre n° 6B0133 passé selon
une procédure adaptée**

**Missions de prévention en milieux festifs sur l'espace
public de la Ville de Montpellier**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2016/2089/T/R du 06 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, Adjointe Déléguée à la Sécurité ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier un accord-cadre à bons de commande portant sur des missions de prévention en milieux festifs sur l'espace public de la Ville de Montpellier ;
- Qu'à la suite d'une consultation en date du 06 décembre 2016 pour un accord cadre immatriculé 6B0133, passé en application des articles 28 et 78 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, l'association CODES 34-48 sise 54 Chemin de Moularès - 34070 MONTPELLIER a présenté une offre acceptable au vu des critères de jugement des offres (valeur technique pour 60% et prix pour 40%).

Décide en conséquence :

- D'attribuer l'accord cadre à bons de commande précité pour un montant sans minimum et un maximum de 85 000,00 Euros H.T. à l'association CODES 34-48 sur une durée de trente-six mois.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique - Fonction : 925 - Chapitre : 208.

Montpellier, le 03.02.2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée

Marie-Hélène SANTARELLI



Publiée le : 09.02.2017

Notifiée le :



**Résiliation du marché n°6B0151 (lots n° 1 et 2)
attribué à la société MSI-FAS-
Achat de matériel imagerie médicale vétérinaire
mobile.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu la décision n°2016/428 attribuant le marché n° 6B0151(lots n° 1 et 2) à la société MSI-FAS ;
- Vu le recours de la société GeR en date du 14 décembre 2016, suite au rejet de sa candidature pour avoir répondu hors délai à l'offre.

Considérant :

- Que le recours de la société GeR est recevable puisqu'il ressort que celle-ci a répondu à l'offre dans les délais impartis.
- Que la Ville de Montpellier a, par conséquent attribué à tort le marché- achat de matériel imagerie médicale vétérinaire mobile à la société MSI- FAS, domiciliée 37, rue du Bois Chaland-91090 LISSES et notifié le 20 décembre 2016,
- Qu'il convient de résilier le marché n° 6B0151 pour les lots n°1 et 2 attribué à la société MSI-FAS pour des motifs d'intérêt général.
- Qu'il convient également de constater qu'aucune commande ou dépense n'a été engagée, le décompte général de ce marché se solde donc à 0 € n'entraînant aucune indemnité sauf justificatif contraire.

Décide en conséquence :

- D'accepter la résiliation du marché n°6B0151 attribué à a société MSI-FAS domiciliée 37, rue du Bois Chaland-91090 LISSES pour les lots n°1 et 2 pour un montant total de 40 400 € HT ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

La présente décision est susceptible d'un recours en annulation devant le tribunal administratif de Montpellier (3,Place Pitot-) dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Montpellier, le 15.02.2017

Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publiée le : 16.02.2017

Notifiée le :

Décision modificative à la décision n°2016/478.
Marché de mission d'accompagnement pour la mise en
œuvre du plan de gestion forestier du parc zoologique
Marché n° 6 B 0141

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Considérant

- Qu'il est nécessaire de faire appel à un prestataire extérieur pour accompagner la mise en œuvre du plan de gestion forestier du parc zoologique de Lunaret en raison des spécificités du site et des obligations réglementaires ;
- Que les critères d'analyse des offres étaient les suivants : la valeur technique pour 60% et le prix pour 40% ;
- Qu'il ressort du rapport d'analyse des offres que l'entreprise Alcina a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- Que la précédente décision attribuait par erreur le marché à la société ALCINA alors qu'il s'agissait du groupement ALCINA/ ESKIS.
- Que la société ESKIS est également titulaire du marché.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité au groupement ALCINA/ ESKIS 10, rue des Amaryllis 34 000 MONTPELLIER pour un montant de 44 410 euros HT pour une durée de 10 ans selon une décomposition du prix établi par le groupement de la manière suivante : Alcina à hauteur de 37 790€ HT et Eskis à hauteur de 6 620€ HT ;
- D'imputer la dépense sur le budget de la Ville de Montpellier – Direction Parc Lunaret – Chapitre 908 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Montpellier, le 15.02.2017

Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publiée le : 16.02.2017
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2017/0042

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour la formation au permis de conduire de
catégorie B, pour les jeunes montpelliérains de 18 à 29
ans
Marché n°6A2968**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté 2016/2092/T/R du 06/06/2016 donnant délégation de signature à Monsieur Fabien ABERT, Adjoint délégué à la Jeunesse et aux Sports ;
- Vu la délibération du 8 novembre 2010 précisant : les conditions et mise en œuvre du dispositif, les modalités de la participation financière de la Ville au dispositif d'aide à la formation du permis de conduire catégorie B pour les jeunes montpelliérains de 18 à 29 ans;
- Vu la délibération n° 2016/426 en date du 01/12/2016 précisant les nouvelles modalités de la participation financière de la Ville au dispositif d'aide à la formation du permis de conduire de catégorie B pour les jeunes montpelliérains de 18 à 29 ans;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de reconduire le dispositif d'aide à la formation du permis de conduire de catégorie B pour les jeunes montpelliérains de 18 à 29 ans pour l'année 2017;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 30 décembre 2014, l'Auto Ecole de la Comédie Thierry Delsaut a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- Que les critères de jugement des offres étaient le prix global proposé du permis de conduire catégorie B par jeune pour 50% et la qualité pour 50% ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'Auto Ecole de la Comédie Thierry Delsaut sise 8 rue Boussairolles 34000 MONTPELLIER et arrêter le financement de la Ville à hauteur de **15 000 euros TTC** pour un an, reconductible 3 fois par période successive de 1 an ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Ville - Service Jeunesse - Fonction 924222 - LC 13512.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 15.02.2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Fabien ABERT

Publiée le : 15.02.2017
Notifiée le :

Marché n° 3D0101
Maintenance des équipements de sécurité incendie
Lot 1 –Maintenance des équipements de contrôle
d'accès et de sécurité incendie du site de l'Hôtel de
Ville
Avenant n° 1
Lot 2 - Maintenance des équipements de sécurité
incendie dans les bâtiments communaux
Avenant n° 2
Annule et remplace la décision n° 2017/0029

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;
- Vu la délibération n° 2013/342 du 22 juillet 2013 « Marché n° 3D0101 : Maintenance des équipements de sécurité incendie – SPIE SUD OUEST SAS » ;
- Vu la décision n° 2015/0547 du 28 décembre 2015 « Marchés publics – Avenants d'utilisation partagée – Commune de Montpellier / Montpellier Méditerranée Métropole » ;
- Vu la décision n° 2017/0029 du 31 janvier 2017 « Marché n° 3D0101 : Maintenance des équipements de sécurité incendie - Lots 1 et 2 - Avenants n° 1 » ;
- Vu le projet d'avenant n° 1 relatif au lot n° 1 du marché n° 3D0101 ;
- Vu le projet d'avenant n° 2 relatif au lot n° 2 du marché n° 3D0101 ;

Considérant :

- Qu'un marché n° 3D0101 « Maintenance des équipements de sécurité incendie » a été lancé. Il comprenait 2 lots :
 - o Lot n° 1 : Maintenance des équipements de contrôle d'accès et de sécurité incendie du site de l'Hôtel de Ville
 - o Lot n° 2 : Maintenance des équipements de sécurité incendie dans les bâtiments communaux
- Que par délibération n° 2013/342 du 22 juillet 2013, les 2 lots du marché n° 3D0101 ont été attribués à SPIE SUD OUEST SAS ;
- Que par décision n° 2015/0547 du 28 décembre 2015, un avenant n° 1 au lot n° 2 du marché n° 3D0101 a été signé permettant une utilisation conjointe du marché par la Métropole et la Ville ;
- Que dans le cadre de l'opération de restructuration du groupe SPIE, la société SPIE SUD-OUEST va apporter au cours de l'année 2017 son activité « maintenance et facility management » à la société SPIE FACILITIES dans le cadre d'un apport partiel d'actifs ;

- Qu'un avenant n° 1 au lot n° 1 et un avenant n° 2 au lot n° 2 du marché n° 3D0101 sont nécessaires, ayant pour objet la cession des contrats de SPIE SUD-OUEST à SPIE FACILITIES - 170 rue Henri Farman - BP 70339 – Parc d'Activités Marcel Dassault - 34435 SAINT JEAN DE VEDAS Cedex ;

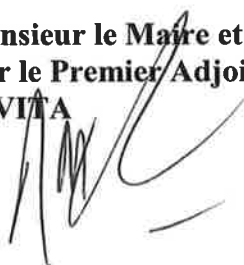
Décide en conséquence :

- D'approuver l'avenant n° 1 relatif au lot n° 1 et l'avenant n° 2 relatif au lot n° 2 du marché n° 3D0101 ayant pour objet la cession des contrats de SPIE SUD-OUEST à SPIE FACILITIES.
- D'imputer la dépense sur le budget de la Ville de Montpellier – Fonction 920.
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint délégué à signer tout document relatif à ces affaires.

Montpellier, le 16.02.2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 14.02.2017
Notifiée le :



Direction du Protocole
Modification de la régie d'avances

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- Vu l'arrêté du 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Vu le décret n°2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
- Vu la décision du 17 mars 1987 instituant une régie de dépenses au Domaine de Grammont ;
- Vu la décision du 18 mars 2009 modifiant l'objet et le siège de la régie de d'avances de la Direction du Protocole ;
- Vu la décision n°2010/264 du 23 juin 2010 relative à la modification de la régie d'avances de la direction du Protocole ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;
- Vu l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 2 février 2017.

Considérant :

- Qu'au regard de l'évolution de l'activité de la régie, il convient d'une part, d'ajuster le montant de l'avance consentie et d'autre part, d'actualiser l'adresse.

Décide en conséquence :

- Que, article 1, la régie de dépenses de la Direction du Protocole permet le paiement des dépenses suivantes :
 - Achat de nourriture (sauf factures de restaurants)
 - Paiement de l'acompte nécessaire à la réservation de spectacles liés aux différentes manifestations organisées par la Direction du Protocole
 - Achat de petit matériel nécessaire à l'organisation de manifestations pour une somme inférieure à 100 € par reconstitution
 - Achat de cadeaux protocolaires (livres, CD, DVD.....) limité à 150 € par achat.
- **Que, article 2, la régie est installée 1, place Georges Frêche 34 267 MONTPELLIER ;**

- **Que, article 3, le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est porté à 2 000 € ;**
- Que, article 4, les dépenses désignées à l'article 1 sont payées selon le mode de règlement suivant :
 - numéraire
 - chèque
- Que, article 6, un compte de dépôt de fonds est déjà ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public ;
- Que, article 7, le régisseur sera assujéti à un cautionnement, selon la réglementation en vigueur ;
- Que, article 8, le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur ;
- Que, article 9, le régisseur est tenu de verser la totalité des pièces justificatives de dépenses au minimum une fois par mois ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire ;
- De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14.02.2017

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA**

Publiée le : 15.02.2017
Notifiée le :

Marché public n° 6D0041
**Construction du Groupe Scolaire Malbosc – Croix de
Lavit**
Lot 1 : Terrassement / Soutènement

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notamment les articles 25-I.1° et 67 à 68 ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2091/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire, déléguée à la Réussite Educative ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de construire un groupe scolaire au quartier Malbosc / Croix de Lavit ;
- Qu'en conséquence, un premier appel d'offres ouvert a été lancé, conformément aux articles 25-I.1° et 67 à 68 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, sous la référence n° 6D0041 « Construction du Groupe Scolaire Malbosc / Croix de Lavit - Lot 1 : Terrassement / Soutènement » ;
- Qu'il s'agit d'un marché qui comporte une tranche ferme et une tranche optionnelle ;
- Que les délais d'exécution de chacune des tranches de travaux sont fixés comme suit :

<i>Tranche</i>	<i>Délai d'exécution</i>
Tr. Ferme : Terrassement - Paroi de soutènement	3 mois
Tr. Opt. : Renouvellement du réseau pluvial sous voie privée en limite ouest	2 semaines

Le début d'exécution du marché part de la date fixée par ordre de service.

Le délai d'exécution des travaux part, pour chaque tranche, à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux de la tranche considérée (étant précisé qu'en cas de recouvrement des tranches dans le temps, le délai contractuel de l'ensemble des travaux ne sera pas réduit à moins de 3 mois).

- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : la valeur technique de l'offre (60 %) et le prix des prestations (40 %) ;
- Que la Commission d'appel d'offres, dans un avis rendu le 17 janvier 2017, a considéré l'offre du groupement BUESA / COFFEX, ayant pour mandataire l'entreprise BUESA, 6 Rue René Gomez – 34535 Béziers Cedex, comme économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n° 6D0041 « Construction du Groupe Scolaire Malbosc / Croix de Lavit - Lot 1 : Terrassement / Soutènement » au groupement BUESA / COFFEX, ayant pour mandataire l'entreprise BUESA, pour un montant de 747 001,25 € HT, répartis comme suit :

Tranche ferme Prix € HT	Tranche optionnelle Prix € HT	Total Prix € HT
715 654,25	31 347,00	747 001,25

- D'imputer la dépense sur le budget de la Ville – Chapitre 902– Fonction 213 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Madame l'Adjointe déléguée à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec la société retenue ;
- De charger Monsieur le Directeur Général des Services de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14.02.2017

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA**

Publiée le : 15.02.2017
Notifiée le :



Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ FERRIE-STAMM
Olivia (RS)
Recours en annulation et en suspension contre l'arrêté
n° PC 34172 16V0210

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 16/11/2016, Monsieur le Maire a accordé un permis de construire à la SARL L'AIGUEBELLE, en vue de procéder à l'extension et la restructuration de bâtiments et la couverture partielle d'une terrasse, impasse Suzanne Lenglen ;
- Que Mme FERRIE-STAMM Olivia a formé deux recours auprès du Tribunal Administratif de Montpellier en date des 16/01/17 et 19/01/2017. Le premier visant à annuler la décision, référencé n°1700213-1, et le second visant à obtenir sa suspension, référencé n°1700289-1 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 16.02.2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 20.02.2017
Notifiée le :



CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ JOUSSELIN Marc
Dossier n° PE 34172 14V0157
Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que M. JOUSSELIN Marc a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n° 4 rue de Cauzit et qu'il est poursuivi pour ces faits devant le tribunal correctionnel ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la commune dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 16.02.2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 20.02.2017
Notifiée le :



Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances,

Considérant :

- Que dans le cadre des investissements et besoins de financement prévus et inscrits au budget de la Ville, un appel d'offres bancaires a été lancé le 29 septembre 2016,
- Qu'à l'issue de l'analyse des offres, dont le tableau ci-joint récapitule l'ensemble des conditions, la proposition du Crédit Coopératif répond correctement à notre demande, aux conditions suivantes :

Objet du concours

Financement du plan pluri-annuel d'investissement

Caractéristiques financières du concours

Nature du concours : Prêt long terme avec phase de versement des fonds

Montant : 2 000 000,00 Euros (deux millions d'Euros)

Durée totale : 16 ans dont un an maximum de phase de mobilisation

Il se décompose en 2 phases successives, une phase dite « versement des fonds » décrite au paragraphe « Phase de versement des fonds » ci-après, suivie d'une phase de remboursement des fonds versés décrite au paragraphe « Phase de remboursement du capital consolidé ».

1. Phase de versement des fonds

1.1 Durée

La phase de versement commencera à courir à compter de la signature du contrat par le Prêteur et l'Emprunteur. Elle s'achèvera au plus tard le 31/12/2017.

1.2 Versement des fonds

Toute demande de versement des fonds, en tout point conforme au modèle fourni en Annexe 1, devra être adressée par l'Emprunteur soit par télécopie, soit par courrier à son agence régionale, au minimum 15 jours calendaires avant la date de versement.

1.3 Taux d'intérêt de la phase de versement

Le taux d'intérêt est révisable. Il est indexé sur l'EURIBOR à 3 mois qui est le taux interbancaire offert en Euros pour un prêt d'une durée de 3 mois. A cet indice de référence s'ajoute une marge de 0,35

l'an. Le taux déterminé dans les conditions ci-après s'applique à la période à venir : seuls les intérêts échus au titre de ladite période sont calculés sur la base dudit taux. L'EURIBOR applicable à chaque échéance sera celui de l'avant dernier jour ouvré précédant le premier jour de la période considérée, à l'exception de la première échéance pour laquelle le taux pris en compte sera celui de l'avant dernier jour ouvré du mois qui précède la date de mise à disposition des fonds. Il est précisé que dans l'hypothèse où l'indice de référence mentionné ci-dessus pour toute période d'intérêts serait inférieur à zéro, l'indice de référence retenu pour les besoins du présent prêt pour cette période d'intérêts sera réputé égal à zéro. Par suite, à titre indicatif, au jour de la notification, et exprimé en taux annuel, le taux d'intérêt du présent prêt (indice + marge) est de 0,35 % l'an. Cet indice est publié par l'Institut Européen des Marchés Monétaires.

2. Phase de remboursement du capital consolidé

2.1 Modalités de consolidation des fonds versés

Durée : 15 ans à compter de la Date de Consolidation, telle que définie au paragraphe 1.1.

2.2 Taux d'intérêt

Le taux d'intérêt est **révisable**. Il est indexé sur l'EURIBOR à 3 mois qui est le taux interbancaire offert en Euros pour un prêt d'une durée de 3 mois. A cet indice de référence s'ajoute une marge de 0,65 l'an. Le taux déterminé dans les conditions ci-après s'applique à la période à venir : seuls les intérêts échus au titre de ladite période sont calculés sur la base dudit taux. L'EURIBOR applicable à chaque échéance sera celui de l'avant dernier jour ouvré précédant le premier jour de la période considérée, à l'exception de la première échéance pour laquelle le taux pris en compte sera celui de l'avant dernier jour ouvré du mois qui précède la date de mise à disposition des fonds. Il est précisé que dans l'hypothèse où l'indice de référence mentionné ci-dessus pour toute période d'intérêts serait inférieur à zéro, l'indice de référence retenu pour les besoins du présent prêt pour cette période d'intérêts sera réputé égal à zéro. Par suite, à titre indicatif, au jour de la notification, et exprimé en taux annuel, le taux d'intérêt du présent prêt (indice + marge) est de 0,65 % l'an. Cet indice est publié par l'Institut Européen des Marchés Monétaires. Le tableau d'amortissement sera adressé à l'Emprunteur après le versement total du prêt.

3. Garanties et Conditions

Garantie : Néant

Décide en conséquence :

- D'accepter le principe de réalisation d'un contrat de prêt aux conditions définies ci-dessus, le Conseil Municipal s'engageant à voter pour toute la durée de l'emprunt les centimes nécessaires pour en assurer le service ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut Monsieur le Premier Adjoint, à signer tous documents relatifs à la réalisation et au remboursement du prêt, et à prendre toutes les dispositions nécessaires pour rendre exécutoire la présente décision. Par suite, la signature d'une seule des personnes ci-dessus au contrat de prêt engagera le Conseil Municipal.

Montpellier, le 16.02.2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 16.02.2017

Notifiée le :

Direction des Systèmes d' Informations
Clôture de la régie d'avances

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le décret 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;
- Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs;
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux ;
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales ;
- Vu l'arrêté du 03 septembre 2001 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents ;
- Vu le décret n°2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
- Vu la décision n°2010/0468 relative à la création de la régie d'avances en date du 5 novembre 2010 ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;
- Vu l'avis conforme de Madame la Trésorière Municipale en date du 30 janvier 2017.

Considérant :

- Que la régie ne connaît aucune activité depuis plusieurs années.

Décide en conséquence :

- Que, article 1, il convient de mettre fin à la régie d'avances rattachée à la Direction des Systèmes informations ;
- Que, article 2, le régisseur devra verser la totalité des pièces justificatives de dépenses ainsi que les documents, valeurs et stocks lors de sa sortie de fonction en tant que régisseur d'avances ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire ;
- De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16.02.2017

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA**



Publiée le : 15.02.2017
Notifiée le :



Cession et Réforme de véhicules et de matériels

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 06 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu que la Ville de Montpellier réforme et cède des matériels et des véhicules ;
- Qu'aucun des matériels ou véhicules cédés, ne dépasse unitairement les 4 600 euros (article L2122-2210° visant les aliénations de gré à gré) ;
- Qu'à la suite de l'état de vétusté de véhicules du Service Parc Auto (Direction Energie Moyens Techniques), il convient de les céder (liste jointe en annexe). Les prix des ventes, estimés par le Service Parc Auto, serviront de base aux enchères publiques organisées par le Centre 113, route départementale 613, 34740 VENDARGUES, 3% de frais seront facturés par cette société sur les prix effectifs des ventes.
- Qu'à la suite du programme 2016 de renouvellement de matériels électroménagers du Service Ressources (Direction de l'Education), il convient de réformer 23 réfrigérateurs, 7 lave-linge, 10 sèche-linge et 10 télévisions. Ces matériels hors service seront recyclés par une société spécialisée dans le cadre de la loi DEEE (Déchets Electroniques et Electriques).
- Qu'à la suite de l'état de vétusté de matériels informatiques du Service Relations Utilisateurs (Direction des Systèmes d'Information), il convient de réformer ces matériels dont la liste est jointe en annexe. Ce type de matériel ne peut aller directement en décharge, il convient donc de faire appel à une société spécialisée afin de le recycler ou de le reconditionner. Pour cela, l'association Informatique Plus Protection de l'Environnement, 31 rue de la Bandido, ZAC des Cousteliers, 34160 Castries, propose d'effectuer cette prestation pour un coût nul pour la Ville.

Décide en conséquence :

- D'accepter les réformes et cessions des véhicules et des matériels précités.
- D'autoriser les ventes aux enchères des véhicules du Service Parc Auto par l'organisme Centre 113.
- D'autoriser le recyclage des matériels électroménagers réformés par une entreprise spécialisée dans le cadre de la loi DEEE du Service Ressources de la Direction de l'Education.
- D'autoriser le reconditionnement des matériels informatiques réformés du Service Relations Utilisateurs par l'Association Informatique Plus Protection de l'Environnement.
- De dire que les dépenses seront imputées sur le budget de fonctionnement de la Ville, nature 6231, tous chapitres.

- De dire que les recettes seront imputées sur le budget de fonctionnement de la Ville, natures 7788 et 775 tous chapitres.
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer les réformes et cessions et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires avec les entreprises et l'association retenues.

Montpellier, le 14.02.2017

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA**

Publiée le : 16.02.2017
Notifiée le :



**Renouvellement de l'adhésion à France Urbaine -
Exercice 2017**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur le Premier Adjoint Max LEVITA, délégué aux Finances

Considérant :

- Que l'association France urbaine, née de la fusion de l'Association des Maires de Grandes Villes de France et de l'Association des Communautés Urbaines de France, regroupe les élus des métropoles, des grandes communautés et des villes centres ou périphériques et qu'elle compte, 97 membres de toutes tendances politiques confondues, représentant près de 30 millions d'habitants.
- Qu'elle a pour objectif de promouvoir le fait urbain auprès des pouvoirs publics et de tous les citoyens. Dans un dialogue renouvelé avec l'Etat, l'association participe pleinement à la structuration du monde urbain dans notre pays et à l'attractivité de tout son territoire. En développant des services auprès de ses membres afin de mieux répondre aux enjeux auxquels ils sont confrontés, elle apporte une réflexion nouvelle dans les débats locaux, nationaux, européens et internationaux.
- Que l'association est organisée en 4 collèges représentant toute la diversité urbaine : métropoles et communautés urbaines, communautés d'agglomération, villes, et villes et communautés d'Ile-de-France. Elle est administrée par un conseil d'administration de 38 membres et un bureau de 14 élus.
- Que pour l'année 2017, la cotisation a été fixée à 0,13 € par habitant, soit pour la Ville de Montpellier : $0,13 \times 276\,054$ habitants (données INSEE 2013) = 35 887,02 €

Décide en conséquence :

- De reconduire l'adhésion à l'Association France Urbaine pour l'exercice 2017 ;
- D'accepter le versement de la cotisation pour un montant de 35 887,02 € TTC;
- De prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits en nature 6281, chapitre 920 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 13.02.2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 14.02.2017
Notifiée le :

14

Santé
**Cotisation à un organisme national pour l'année 2017,
le Réseau Français des Villes Santé OMS**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

Considérant que :

- Que la Ville de Montpellier adhère à des organismes nationaux par le versement de cotisations ;
- Que la Ville de Montpellier est membre du Réseau Français des Villes Santé OMS, qui a pour objet le soutien et le développement du Réseau Français des Villes Santé, en référence aux objectifs de la Santé pour Tous et du Programme Villes-Santé de l'Organisation Mondiale de la Santé ;
- Qu'il est proposé de reconduire l'adhésion au Réseau Français des Villes Santé OMS pour l'exercice 2017.

Nature	Chapitre	Organisme	Montant TTC
6281	921	Réseau Français des Villes Santé OMS	1 233€ TTC

Décide en conséquence :

- D'accepter, le versement de la cotisation à l'organisme cité ci-dessus ;
- De prélever le montant de la dépense pour un montant total de 1 233 euros sur les crédits inscrits au budget 2017 de la Ville au chapitre 921 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, à signer tout document relatif à cette affaire

Montpellier, le

**Monsieur le Maire
Philippe SAUREL**

Publiée le : 17.02.2017
Notifiée le :

Contentieux
COMMUNE DE MONTPELLIER c/ VENTURI
(APPEL)
Appel de M. et Mme Venturi Arnaud et Emilie contre
le jugement du Tribunal Administratif de Montpellier
du 23/11/2016

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un jugement du 23/11/2016, référencé n° 1403517, le tribunal administratif de Montpellier a rejeté la requête présentée par M. et Mme VENTURI, visant à obtenir l'annulation de l'arrêté d'opposition à déclaration préalable n° DP 34172 14 00065 du 24/03/2014 ;
- Que M. et Mme VENTURI ont relevé appel de ce jugement, auprès de la Cour Administrative d'Appel de Marseille, en date du 16/01/2017, par le dépôt d'une requête référencée 17MA00187 ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 16 . 02 . 2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 20 . 02 . 2017
Notifiée le :



MC

**Cotisation à l'Association des Villes Universitaires de
France AVUF - Exercice 2017**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur le Premier Adjoint Max LEVITA, délégué aux Finances ;

Considérant que :

- La Ville de Montpellier adhère à des organismes par le versement de cotisations ;
- L'Association des Villes Universitaires de France a été créée le 4 novembre 1993 et s'est fixée un
- triple objectif :
 - regrouper les villes universitaires et défendre leurs intérêts communs ;
 - devenir un lieu d'échange notamment sur les problèmes sportifs, culturels et sociaux liés à la présence d'établissements d'enseignement supérieur sur leur territoire ;
 - développer des relations avec les villes universitaires européennes.

Décide en conséquence :

- De reconduire l'adhésion à l'Association des Villes Universitaires de France pour l'exercice 2017 ;
- D'accepter le versement de la cotisation à l'AVUF pour un montant de 1 500 € TTC;
- De prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits en nature 6281, chapitre 920 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 13 . 02 . 2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 14 . 02 . 2017
Notifiée le :

**Renouvellement de l'adhésion
à l'association Elus Locaux Contre le Sida**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

Considérant :

- La ville adhère à des organismes nationaux par le versement de cotisation.
- Pour l'année 2017, il est proposé de reconduire l'adhésion à l'association des Elus Locaux Contre le Sida.

Nature	Chapitre	Organisme	Montant TTC
6281	921	Elus Locaux Contre le Sida	500€ TTC

Décide en conséquence :

- D'accepter, le versement de cotisations aux organismes nationaux, tels que définis ci-dessus, pour un montant total de 500€ TTC ;
- De prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits au budget 2017 de la Ville au chapitre 921 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

16.02.2017

**Monsieur le Maire
Philippe SAUREL**

**Publiée le :
Notifiée le :**

17.02.2017

**Marché passé selon une procédure adaptée pour
effectuer les prestations de lutte anti-vectorielle sur le
domaine public de la Ville ainsi que dans les bâtiments
communaux, ainsi que deux campagnes de dératisation
sur le domaine public. Marché n°6B0128**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2089/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, Adjointe au Maire déléguée à la Sécurité ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder aux prestations de lutte anti-vectorielle sur le domaine public de la Ville ainsi que dans les bâtiments communaux, pour une période d'une année, à compter du 01 mars 2017.
- Qu'il y a lieu de procéder à deux campagnes de dératisation sur le domaine public, dans le courant de l'année 2017.
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, en date du 18 novembre 2016, l'entreprise « Antigone Service » a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse, au regard des critères de jugement suivants : valeur technique pour 60% et prix 40% ;

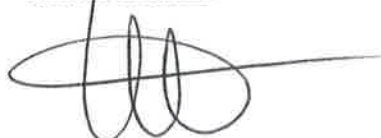
Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise « Antigone service », Parc d'activités la Garrigue, 34 171 Castelnau-Le-Lez ; pour un montant minimal de 40 000 euros HT et un montant maximal de 90 000 euros HT.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Ville, chapitre 921.
- De dire que le contrat est conclu pour une durée d'une année, renouvelable une fois.
- D'autoriser Madame l'Adjointe Déléguée, à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à , la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché

Montpellier, le 16 . 02 . 2017

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Marie-Hélène SANTARELLI**

Publiée le : 17 . 02 . 2017
Notifiée le :



**Mandat de gestion technique de l'ancienne Mairie A et
de sa salle polyvalente
Avenant n° 1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux Finances ;
- Vu la décision n° 2016/0363 du 28 octobre 2016 autorisant la signature du mandat de gestion technique de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente avec la SA3M ;
- Vu le rapport d'avenant relatif à ce mandat ;
- Vu le projet d'avenant n° 1 relatif à ce mandat ;

Considérant :

- Que par décision n° 2016/0363 du 28 octobre 2016, la Ville de Montpellier a conclu avec la SA3M un mandat de gestion technique de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente ;
- Qu'un avenant n° 1 à ce mandat est nécessaire car il appartient au mandataire et non au mandant comme indiqué dans le mandat de souscrire tous les contrats d'assurance relatifs à ce mandat ;

Décide en conséquence :

- D'approuver l'avenant n° 1 au mandat de gestion technique de l'ancienne Mairie A et de sa salle polyvalente ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint délégué, à signer cet avenant n° 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire ;
- De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 14.02.2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 15.02.2017
Notifiée le :

**Construction du Groupe Scolaire Germaine Richier -
Attribution - Marché public n° 6D0034**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015/899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016/360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notamment les articles 25-I.1°, 58 et 67 à 68 ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2091/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Isabelle Marsala, Adjointe au Maire, déléguée à la Réussite Educative ;
- Vu l'arrêté n° 2016/4456/T/R du 14 novembre 2016 déclarant sans suite pour un motif d'intérêt général le lot n° 13 « Mobiliers » de l'appel d'offres n° 6D0034 « Construction du Groupe Scolaire Germaine Richier » ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2091/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Isabelle MARSALA, Adjointe au Maire déléguée à la Réussite Educative;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de construire un nouveau groupe scolaire dans le quartier Ovalie ;
- Qu'en conséquence, un appel d'offres ouvert a été lancé, conformément aux articles 25-I.1°, 58 et 67 à 68 du décret n° 2016/360 du 25 mars 2016, sous la référence n° 6D0034 « Construction du Groupe Scolaire Germaine Richier ».

Le marché est alloti en 16 lots désignés ci-dessous :

<i>Lot</i>	<i>Désignation</i>
1	Gros Œuvre
2	Étanchéité
3	Isolation thermique par l'extérieur- Bardage
4	Menuiseries extérieures - Occultations
5	Métallerie
6	Cloisons - Doublage - Faux Plafonds
7	Menuiseries intérieures
8	Revêtements de sols - Faïences
9	Peinture
10	Électricité - Courants forts et faibles
11	Chauffage - Ventilation - Plomberie - Sanitaire
12	Ascenseur
13	Mobiliers
14	Terrassement - V.R.D.
15	Équipements sportifs
16	Espaces verts

- Que le marché démarrera à compter de la date indiquée dans l'ordre de service de démarrage des travaux (le délai d'exécution des travaux de l'ensemble des lots est de 17 mois y compris préparation de chantier) ;
- Que par arrêté n° 2016/4456/T/R du 14 novembre 2016, le lot 13 « Mobiliers » a été déclaré sans suite pour motif d'intérêt général ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique 60 % et prix 40 % ;
- Que la Commission d'Appel d'Offres, dans sa séance du 13 décembre 2016, a choisi les offres économiquement les plus avantageuses de :

<i>Lots</i>	<i>Désignations</i>	<i>Entreprises retenues</i>	<i>Adresses</i>
1	Gros Œuvre	BERTHOULY CONSTRUCTION	18, Rue de Dion Bouton BP 238 26206 MONTELMAR CEDEX
2	Étanchéité	SOPREMA	Zone ECOPARC 70, Rue de la Farigoulette 34130 SAINT AUNES
3	Isolation thermique par l'extérieur- Bardage	SCOP CABROL	Zone industrielle Bonnecombe 6, Rue de la Ferronnerie 81200 MAZAMET
4	Menuiseries extérieures - Occultations	ALLIAGE	Chemin de Sauvecanne Impasse des Oliviers 13320 BOUC-BEL-AIR
5	Métallerie	TECHNIFER	150, Rue du Mas de Bringaud BP 95592 34071 MONTPELLIER Cedex 3
6	Cloisons - Doublage - Faux Plafonds	SARL SODAC	ZAC du Mijoulan 34680 SAINT GEORGES D'ORQUES
7	Menuiseries intérieures	LACLAU ETS	Zone Industrielle 13, Rue Charles Richet 34500 BEZIERS
8	Revêtements de sols - Faïences	SARL CANTANTE	251B, Route de Clermont 34725 SAINT FELIX DE LODEZ
9	Peinture	LANGUEDOC CHANTIER	Rue de la Tramontane ZAE les Granges Basses 34550 BESSAN
10	Électricité - Courants forts et faibles	ENERGYS	Campus du Golf – Bât 11 8, Rue des Vergers 34130 MUDAISON
11	Chauffage - Ventilation - Plomberie - Sanitaire	EIFFAGE ENERGIE THERMIE MEDITERRANEE	276 Rue JB Calvignac ZAE de la Biste II 34670 BAILLARGUES
12	Ascenseur	CFA Division de NSA	Immeuble SIRIUS - CAP SUD 355, Rue Pierre Seghers 84000 AVIGNON
14	Terrassement - V.R.D	SAS COLAS MIDI MEDITERRANEE	Zone Industrielle La Lauze 10, Rue Saint Exupéry 34430 SAINT JEAN DE VEDAS
15	Équipements sportifs	SPORTFRANCE	Lieu-dit Les MURETS 60820 BORAN SUR OISE
16	Espaces verts	SARL PPJ	Mas Pont Route de Villeneuve les Maguelone 34970 MAURIN-LATTES

- Que concernant le lot 11 « Chauffage - Ventilation - Plomberie – Sanitaire », l'entreprise EIFFAGE ENERGIE THERMIE MEDITERRANEE n'a pas produit les certificats mentionnés à l'article 51 du décret n° 2016/360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. En conséquence, conformément à l'article 55 IV de ce décret, sa candidature a été déclarée irrecevable et l'offre de l'entreprise ROGER RENARD sise 2549 Chemin de Mailloles, 66000 PERPIGNAN, classée seconde, a été retenue.

Décide en conséquence :

- D'attribuer les lots du marché n° 6D0034 « Construction du Groupe Scolaire Germaine Richier » ainsi :

<i>Lots</i>	<i>Désignations</i>	<i>Entreprises retenues</i>	<i>Montant (en € H.T.)</i>
1	Gros Œuvre	BERTHOULY CONSTRUCTION	1 910 000,00
2	Étanchéité	SOPREMA	415 726,28
3	Isolation thermique par l'extérieur- Bardage	SCOP CABROL	550 309,16
4	Menuiseries extérieures - Occultations	ALLIAGE	599 912,00
5	Métallerie	TECHNIFER	423 900,00
6	Cloisons - Doublage - Faux Plafonds	SARL SODAC	214 549,40
7	Menuiseries intérieures	LACLAU ETS	574 453,00
8	Revêtements de sols - Faïences	SARL CANTANTE	223 910,50
9	Peinture	LANGUEDOC CHANTIER	88 453,51
10	Électricité - Courants forts et faibles	ENERGYS	407 432,72
11	Chauffage - Ventilation - Plomberie - Sanitaire	ROGER RENARD ENTREPRISE	427 802,38
12	Ascenseur	CFA Division de NSA	24 500,00
14	Terrassement - V.R.D	SAS COLAS MIDI MEDITERRANEE	257 755,15
15	Équipements sportifs	SPORTFRANCE	4 900,00
16	Espaces verts	SARL PPJ	15 275,44

- D'imputer la dépense sur le budget de la Ville de Montpellier 2017 – Chapitre 902- Fonction 213 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer les marchés avec les entreprises titulaires et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires ;
- De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 16.02.2017

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA

Publiée le : 17.02.2017
Notifiée le :



**Convention de mise à disposition de la Maison des
Chœurs à Oxfam France le 19 février 2017**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2082 du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Sonia KERANGUEVEN, Adjointe déléguée à la culture ;

Considérant :

- Que l'association Oxfam France a déposé une demande en vue d'organiser un spectacle musical à la Maison des Chœurs le dimanche 19 février 2017 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte-tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 110 € sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération n° 2016/500 du 15 décembre 2016 ;

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention de mise à disposition de la Maison des Chœurs, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Madame l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 14.02.2017

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Sonia KERANGUEVEN**



Publiée le : 14.02.2017
Notifiée le :

**Attribution de l'accord cadre n° 7B0004 passé selon
une procédure adaptée
Assistance à Maîtrise d'Ouvrage
Accompagnement dans le cadre d'une procédure de
Délégation de Service Public pour la fourrière
automobile de la Ville de Montpellier
Autorisation à signer le marché**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2016/2089/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, Adjointe Déléguée à la Sécurité ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier un accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 20 000,00 Euros H.T. (Vingt mille Euros H.T.) sur une durée de 10 mois et portant sur une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'accompagnement dans le cadre d'une procédure de Délégation de Service Public pour la fourrière Automobile de la Ville de Montpellier ;
- Qu'à la suite d'une consultation en date du 12 janvier 2017 pour un accord cadre à procédure adaptée immatriculé 7B0004, conformément aux articles 27 et 78 du décret n° 2016-630 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, la société COLLECTIVITES CONSEILS sise 75014 Paris a présenté l'offre économiquement la plus favorable selon les critères de jugement des offres suivants :
 - Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique : 60 %
 - Montant des prestations : 40 %

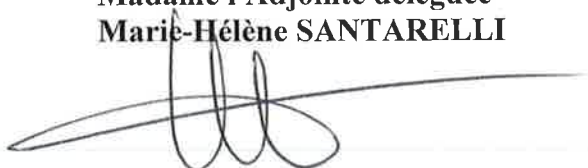
Décide en conséquence :

- D'attribuer l'accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 20 000,00 Euros H.T. à la société COLLECTIVITES CONSEILS sise 75014 Paris sur une durée de 10 mois ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique - Fonctions : 928 / 222 et 921 / 122 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Madame l'Adjointe Déléguée à la Sécurité à signer le marché avec la société retenue, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 17 .02 . 2017

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Marie-Hélène SANTARELLI**

Publiée le : 21 . 02 . 2017
Notifiée le :



**Direction de la Réglementation et de la
Tranquillité Publique**
Cotisations à des organismes nationaux
Année 2017

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2016/2089/T/R du 06 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, Adjointe Déléguée à la Sécurité ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier adhère à des organismes nationaux par le versement de cotisations, depuis de nombreuses années afin de participer aux réseaux de professionnels et bénéficier de la capitalisation des initiatives conduites aux différentes échelles ;
- Que dans la thématique « Sécurité », la Ville de Montpellier souhaite confirmer l'adhésion aux organismes suivants au titre de l'exercice 2017 ;

Chapitre	Nature	Organisme	Montant
921	6281	Forum Français pour la Sécurité Urbaine (FFSU)	5 100 Euros
921	6281	Haut Comité Français pour la Défense Civile (HCFDC)	1 100 Euros

Décide en conséquence :

- D'accepter le versement des cotisations aux organismes suivant la liste ci-dessus ;
- De prélever le montant de la dépense pour un montant total de **6 200** Euros sur les crédits inscrits au budget 2017 de la Ville de Montpellier au chapitre 921 - Ligne de Crédit 22788 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe Déléguée, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 20.02.2017

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Marie-Hélène SANTARELLI**

Publiée le : 22.02.2017
Notifiée le :



**Marché Public - Installation et maintenance de réseaux
d'arrosage et d'équipements hydrauliques sur divers
espaces verts de la Ville et de la Métropole - N°6D0028**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'installation et la maintenance de réseaux d'arrosage et d'équipements hydrauliques sur divers espaces verts de la Ville et de la Métropole ;
- Qu'une procédure adaptée a été lancée en application des articles 27,78 et 80 du décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. La durée de l'accord cadre est d'un an, renouvelable trois fois à compter de la notification.
 - o Lot 1 : installation et maintenance de réseaux d'arrosage sur les secteurs Nord, Ouest et Centre
 - o Lot 2 : installation et maintenance de réseaux d'arrosage sur les secteurs Sud et Est
 - o Lot 3 : entretien d'équipements hydrauliques
 - o Lot 4 : maintenance et installation de systèmes d'irrigation du Centre horticole de Grammont
- Que les critères d'analyse des offres, pour le jugement des offres, étaient les suivants :
 - 1- valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique (60%)
 - 2- prix des prestations (40%)
- Que la commission d'appel d'offres, dans sa séance du 19 décembre 2016, a attribué le marché aux entreprises suivantes :
 - o Lots 1 et 2 : Pousse Clanet, sise avenue Paysagère Maurin 34970 Lattes
 - o Lot 3 : DMD, sise 942 rue de l'industrie 34000 Montpellier
 - o Lot 4 : Somair-Gervat-Hydralians sise ZI de la Grande Marine 84800 L'Isle sur la Sorgue

Décide en conséquence :

- D'attribuer les lots aux entreprises suivantes (montants annuels sont identiques pour les périodes de reconductions) :
 - o Lot n°1 installation et maintenance de réseaux d'arrosage sur les secteurs Nord, Ouest et Centre , l'entreprise Pousse Clanet pour un montant maximum annuel de 120 000 € HT
 - o Lot n°2 installation et maintenance de réseaux d'arrosage sur les secteurs Sud et Est, l'entreprise Pousse Clanet pour un montant maximum annuel de 120 000 € HT
 - o Lot n°3 entretien d'équipements hydrauliques, l'entreprise DMD pour un montant maximum annuel de 100 000 € HT
 - o Lot n°4 maintenance et installation de systèmes d'irrigation du Centre horticole de Grammont, l'entreprise Somair-Gervat-Hydralians pour un montant maximum annuel de 50 000 € HT

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2017 de la Ville, section de fonctionnement et section d'investissement ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire avec des entreprises retenues.

Montpellier, le 21.02.2017

Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publiée le : 22.02.2017
Notifiée le :



**Direction Paysage et Biodiversité Cotisations à des
organismes nationaux pour l'année 2017**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier adhère à des organismes nationaux pour le versement de cotisations, depuis de nombreuses années ;
- Que dans la thématique « Ecologie urbaine », la Ville de Montpellier souhaite confirmer l'adhésion aux organismes suivants au titre de l'année 2017 ;

Organisme	Montant
ICLEI -Conseil International pour les Initiatives Environnementales Locales	2 250
Plante et Cité	3 090
ANEV - Association Nationales des Elus du Vin	800
CNVVF - Conseil National des Villes et Villages Fleuris	1 100
Agropolis International	20 000

Décide en conséquence :

- D'accepter le versement des cotisations aux organismes suivant la liste ci-dessus ;
- De prélever le montant de la dépense pour un montant total de 27 240 Euros sur les crédits inscrits au budget 2017 de la Ville, section de fonctionnement 928 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 21.02.2017

Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publiée le : 22.02.2017
Notifiée le :

Recueil des Actes Administratifs

Arrêtés réglementaires

Février 2017

**Arrêté permanent
Mesures de circulation et de stationnement
Rue des Hospices**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122.22 et L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 412-28, R. 415-15, R. 417-3 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication, livre 1, sixième partie, feux de circulation permanents et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 22 décembre 2008 modifiant les horaires et les tarifs du stationnement payant sur voirie ;
- VU l'arrêté municipal n°2013/NT/R/DGU-P279, du 27 décembre 2013, portant réglementation du stationnement payant sur voirie dans les voies de Montpellier ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

Un sens unique est institué Rue des Hospices dans le sens de l'Avenue Frédéric Sabatier d'Espeyran vers et jusqu'à l'Avenue Charles Flahault.

Article 2 :

La circulation des véhicules est réglementée par des feux tricolores circulaires à l'intersection de la Rue des Hospices et de l'Avenue Charles Flahault.

En cas de non fonctionnement des signaux lumineux ou de leur mise en clignotant jaune les conducteurs abordant cette intersection sont tenus de céder le passage aux véhicules venant par la droite.

Article 3 :

Le stationnement payant de tous les véhicules est autorisé aux emplacements prévus à cet effet Rue des Hospices des deux côtés .

Ces dispositions sont applicables de 9h à 18h tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.

Tout stationnement d'un véhicule excédant 48 heures sera considéré comme abusif.

Le stationnement est limité à 9 heures et soumis au paiement de la redevance correspondante. Le paiement s'effectue au moyen d'horodateurs implantés dans la zone de stationnement. Le ticket délivré est apposé par les automobilistes derrière le pare-brise de manière à être visible et lisible de l'extérieur du véhicule.

Tout stationnement d'un véhicule ne respectant pas les dispositions de durée et de paiement prévus à l'alinéa précédent sera considéré comme abusif.

Une tarification et une durée spécifiques sont applicables pour le stationnement résidentiel dans cette zone selon les modalités définies lors de la délibération municipale visée ci-dessus.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 01 février 2017

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 10 FEV. 2017

**Arrêté permanent
Mesures de circulation et de stationnement
Allée de la Gardiole**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 413-1, R. 415-6, R. 415-7, R. 415-15, R. 417-11 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté municipal 2010/NT/R/DGU-P484, du 13 décembre 2010, portant réglementation des voies dans la zone 30 dénommée PERGOLA à Montpellier ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h, l'Allée de la Gardiole fait partie de la zone 30 dénommée "PERGOLA".

Article 2 :

À l'intersection, de la Rue de l'Oasis et de l'Allée de la Gardiole, les conducteurs circulant sur l'Allée de la Gardiole sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 3 :

À l'intersection, de l'Allée de la Gardiole et de l'Allée de la Massane, les conducteurs circulant sur l'Allée de la Gardiole sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 4 :

À l'intersection, de la Rue Paul Rimbaud et de l'Allée de la Gardiole, les conducteurs circulant sur l'Allée de la Gardiole sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

Article 5 :

Le stationnement est autorisé dans les emplacements prévus à cet effet Allée de la Gardiole des deux côtés .

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 6 :

Les personnes à mobilité réduite ont 1 place réservée Allée de la Gardiole côté pair au n° 153.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les véhicules des personnes à mobilité réduite doivent être munis de la carte de stationnement pour personnes handicapées apposée sur le pare-brise.

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 8 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 9 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 01 février 2017

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 10 FEV. 2017

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
MATCH MHSC - MONACO

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 412-28 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du match de Football MHSC - MONACO ;

Arrête :

Article 1er :

Les dispositions édictées aux articles 2 à 18 du présent arrêté rentreront en vigueur le :

- Mardi 07 février 2017 MHSC - MONACO
Le coup d'envoi du match sera donné à 19h00.

Article 2 :

Le **07 février 2017**, l'Avenue de Heidelberg dans sa partie comprise entre le rond point Schuman et l'avenue de Louisville côté Nord est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- l'arrêt et le stationnement sont interdits ;
Ces dispositions sont applicables **6 heures avant le début du match et pendant 3h30 après le coup d'envoi.**
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules officiels munis de macarons, aux autobus, aux services de secours et aux véhicules autorisés.

Article 3 :

Le **07 février 2017**, Avenue de Heidelberg dans sa partie comprise entre la rue de Bonaparte et la rue de la Forêt Noire, sur le parking situé côté "la Mosson", l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Ces dispositions sont applicables **6 heures avant le début du match et pendant 3h30 après le coup d'envoi.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

Le **07 février 2017**, Avenue de Heidelberg au droit du n°315, sur le parking de la piscine ainsi que la voie d'accès au tennis club et aux locaux techniques de la piscine, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 5 :

Le **07 février 2017**, la Rue de Liège, dans sa partie comprise entre la Rue des Planètes et l'Avenue de Heidelberg est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules officiels munis de macarons, aux autobus, aux services de secours et aux véhicules autorisés.

- L'arrêt et le stationnement sont interdits.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules munis d'un macaron GIG-GIC.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 6 :

Le **07 février 2017**, Rue des Planètes, la circulation est interdite.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules officiels munis de macarons, aux autobus, aux services de secours et aux véhicules autorisés.

Article 7 :

Le **07 février 2017**, Avenue de l'Europe depuis la Place Robert Schuman vers et jusqu'à la Rue de Cambridge, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **4 heures avant le début des matchs et pendant 3 heures après la fin des matchs.**

Toutefois, le sens neutralisé de la rue de Cambridge vers le rond-point de Schuman pourra être utilisé comme zone de stationnement.

Article 8 :

Le **07 février 2017**, Rue du Professeur Blayac depuis l'Avenue de l'Europe vers et jusqu'à Rond-Point des Portes de l'Hérault, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures**.

Article 9 :

Le **07 février 2017**, Rue d'Oxford depuis l'Avenue de Barcelone vers et jusqu'à l'Avenue de l'Europe, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures**.

Article 10 :

Le **07 février 2017**, Avenue de Heidelberg depuis l'Avenue de Louisville vers et jusqu'à l'Avenue de Barcelone, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures**.

Article 11 :

Place Robert Schuman, sur le parking "Espace Mosson", un stationnement payant est institué.

Le stationnement se fera sur les emplacements prévus à cet effet. Il sera formellement interdit en dehors des zones délimitées par panneaux ou marquages au sol.

Le droit sur ces emplacements est fixé forfaitairement à 2 euros.

Ces dispositions sont applicables 4 heures avant et 2 heures après le début des matchs.

Le parking sera fermé 45 minutes après la fin du match et les véhicules encore en stationnement seront considérés comme gênant et susceptibles d'être mis en fourrière

Article 12 :

Le **07 février 2017**, Avenue de la Liberté bretelle d'accès à la RN 109 direction JUVIGNAC, un sens interdit est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures**.

Article 13 :

Le **07 février 2017**, Avenue de la Liberté depuis l'avenue Pablo Neruda vers la place Robert Schuman, un sens interdit est institué.

Ces dispositions sont applicables **4 heures avant le début des matchs et pendant 3 heures après la fin des matchs**.

Article 14 :

Le **07 février 2017**, Square de Surville dans sa partie comprise entre la rue de Liège et l'avenue d'Heidelberg, sur le parking situé avenue de Heidelberg, l'arrêt et le stationnement sont interdits. Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules munis d'un macaron GIG-GIC. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 15 :

Le **07 février 2017**, Avenue de Louisville au droit du square de Surville, Il est instauré une mise en impasse.

Article 16 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 17 :

Les dispositions du présent arrêté seront appliquées à la diligence des services de police.

Article 18 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 19 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 01 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 03 FEV. 2017



Arrêté n° 2017-T310

**Arrêté temporaire
Mesures de stationnement
Place Thermidor
et Rue Vendémiaire**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur la façade du CCAS à la demande du CCAS. ;

Arrête :

Article 1er :

Le 14 février 2017, Rue Vendémiaire sur 2 places de stationnement, le stationnement est interdit. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Le 14 février 2017, Place Thermidor au devant du CCAS, le stationnement d'une nacelle est autorisé.
Le stationnement ne devra pas entraver la circulation des piétons.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise ABIOXIR.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 1 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 03 FEV. 2017



Arrêté n° 2017-T311

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
MATCH MHSC - SAINT ETIENNE**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 412-28 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du match de Football MHSC - SAINT ETIENNE ;

Arrête :

Article 1er :

Les dispositions édictées aux articles 2 à 18 du présent arrêté rentreront en vigueur le :

- Dimanche 19 février 2017 MHSC - SAINT ETIENNE
Le coup d'envoi du match sera donné à 17h00.

Article 2 :

Le **19 février 2017**, l'Avenue de Heidelberg dans sa partie comprise entre le rond point Schuman et l'avenue de Louisville côté Nord est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- l'arrêt et le stationnement sont interdits ;
Ces dispositions sont applicables **6 heures avant le début du match et pendant 3h30 après le coup d'envoi.**
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules officiels munis de macarons, aux autobus, aux services de secours et aux véhicules autorisés.

Article 3 :

Le **19 février 2017**, Avenue de Heidelberg dans sa partie comprise entre la rue de Bonaparte et la rue de la Forêt Noire, sur le parking situé côté "la Mosson", l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Ces dispositions sont applicables **6 heures avant le début du match et pendant 3h30 après le coup d'envoi.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

Le **19 février 2017**, Avenue de Heidelberg au droit du n°315, sur le parking de la piscine ainsi que la voie d'accès au tennis club et aux locaux techniques de la piscine, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 5 :

Le **19 février 2017**, la Rue de Liège, dans sa partie comprise entre la Rue des Planètes et l'Avenue de Heidelberg est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules officiels munis de macarons, aux autobus, aux services de secours et aux véhicules autorisés.

- L'arrêt et le stationnement sont interdits.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules munis d'un macaron GIG-GIC.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 6 :

Le **19 février 2017**, Rue des Planètes, la circulation est interdite.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules officiels munis de macarons, aux autobus, aux services de secours et aux véhicules autorisés.

Article 7 :

Le **19 février 2017**, Avenue de l'Europe depuis la Place Robert Schuman vers et jusqu'à la Rue de Cambridge, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **4 heures avant le début des matchs et pendant 3 heures après la fin des matchs.**

Toutefois, le sens neutralisé de la rue de Cambridge vers le rond-point de Schuman pourra être utilisé comme zone de stationnement.

Article 8 :

Le **19 février 2017**, Rue du Professeur Blayac depuis l'Avenue de l'Europe vers et jusqu'à Rond-Point des Portes de l'Hérault, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures**.

Article 9 :

Le **19 février 2017**, Rue d'Oxford depuis l'Avenue de Barcelone vers et jusqu'à l'Avenue de l'Europe, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures**.

Article 10 :

Le **19 février 2017**, Avenue de Heidelberg depuis l'Avenue de Louisville vers et jusqu'à l'Avenue de Barcelone, un sens unique est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures**.

Article 11 :

Place Robert Schuman, sur le parking "Espace Mosson", un stationnement payant est institué.

Le stationnement se fera sur les emplacements prévus à cet effet. Il sera formellement interdit en dehors des zones délimitées par panneaux ou marquages au sol.

Le droit sur ces emplacements est fixé forfaitairement à 2 euros.

Ces dispositions sont applicables 4 heures avant et 2 heures après le début des matchs.

Le parking sera fermé 45 minutes après la fin du match et les véhicules encore en stationnement seront considérés comme gênant et susceptibles d'être mis en fourrière

Article 12 :

Le **19 février 2017**, Avenue de la Liberté bretelle d'accès à la RN 109 direction JUVIGNAC, un sens interdit est institué.

Ces dispositions sont applicables **1/4 d'heures avant la fin des matchs et pendant une durée totale de 2 heures**.

Article 13 :

Le **19 février 2017**, Avenue de la Liberté depuis l'avenue Pablo Neruda vers la place Robert Schuman, un sens interdit est institué.

Ces dispositions sont applicables **4 heures avant le début des matchs et pendant 3 heures après la fin des matchs**.

Article 14 :

Le **19 février 2017**, Square de Surville dans sa partie comprise entre la rue de Liège et l'avenue d'Heidelberg, sur le parking situé avenue de Heidelberg, l'arrêt et le stationnement sont interdits. Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules munis d'un macaron GIG-GIC. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 15 :

Le **19 février 2017**, Avenue de Louisville au droit du square de Surville, Il est instauré une mise en impasse.

Article 16 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 17 :

Les dispositions du présent arrêté seront appliquées à la diligence des services de police.

Article 18 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 19 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 01 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 03 FEV. 2017



**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Rue Paul Rimbaud**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux sur le réseau électrique à la demande de ENEDIS ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **17 février 2017** et jusqu'au **10 mars 2017** inclus, la Rue Paul Rimbaud au droit du n°24 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
 - la voie de droite est interdite à la circulation générale.
- Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ENEDIS.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 1 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 03 FEV. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de l'Abbé de l'Epée

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de construction et de rénovation d'un bâtiment ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **13 février 2017** et jusqu'au **29 mai 2017** inclus, uniquement les lundis et uniquement entre 09h00 et 12h00, la Rue de l'Abbé de l'Epée est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
- le stationnement est interdit au droit du numéro 14 sur 15 mètres.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue de l'Abbé de l'Epée, emprunte :

- la Rue Saint Vincent de Paul
- la Rue du Faubourg Boutonnet

et se termine sur la Rue de l'Abbé de l'Epée.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise 2B Construction.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 1 février 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

06 FEV. 2017

Publié le :

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Tunnel de la Comédie**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, pour permettre la maintenance des équipements techniques du tunnel par la société CEGELEC ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **23 février 2017** et jusqu'au **24 février 2017** inclus, la circulation est interdite Tunnel de la Comédie
Ces dispositions sont applicables **de 22 h à 6 h.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours.

Article 2 :

Une déviation est mise en place en provenance de boulevard de l'Observatoire. Cette déviation débute sur le Boulevard Victor Hugo, emprunte :

- la Rue Joffre
- la Rue du Clos René
- la Rue Aristide Ollivier

et se termine sur le Pont Juvénal.

Article 3 :

À compter du **23 février 2017** et jusqu'au **24 février 2017** inclus, L'entrepreneur, chargé d'effectuer les travaux (SPIE fax : 04.67.07.04.41) devra assurer la signalisation du chantier et des éventuels itinéraires de déviation (pose et maintenance permanente). Il est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation. Il devra afficher le présent arrêté de manière lisible pendant la durée des travaux.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.


Article 6 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de CEGELEC.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 01 février 2017


Monsieur l' Adjoint délégué
Luc ALBERNHE

Publié le : 06 FEV. 2017

Arrêté n° 2017-T315

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Avenue de Lodève
et Avenue du Petit Bard**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau télécom à la demande de SFR ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 06 février 2017 et jusqu'au 10 février 2017 inclus, Avenue de Lodève depuis la Rue des Tonnelles vers et jusqu'à la Rue Paul Rimbaud, la voie de gauche est interdite à la circulation générale.

Article 2 :

À compter du 06 février 2017 et jusqu'au 10 février 2017 inclus, Avenue de Lodève, dans sa partie comprise entre la Rue Paul Rimbaud et la Rue des Tonnelles, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 3 :

À compter du 06 février 2017 et jusqu'au 10 février 2017 inclus, l'Avenue du Petit Bard, dans sa partie comprise entre la Rue des Epervières et l'Avenue de Lodève est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise CIRCET.

Article 6 :


Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 1 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 03 FEV. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Impasse Fino-Bricka

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de tirage de fibre optique à la demande de ORANGE ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **13 février 2017** et jusqu'au **24 mars 2017** inclus, Impasse Fino-Bricka, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

À compter du **13 février 2017** et jusqu'au **24 mars 2017** inclus, Impasse Fino-Bricka, l'arrêt et le stationnement sont interdits.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Ponctuellement, la circulation générale sera déviée sur la voie habituellement réservée au stationnement

Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

Article 3 :

À compter du **13 février 2017** et jusqu'au **24 mars 2017** inclus, Impasse Fino-Bricka, chaque demi-chaussée alternativement est interdite à la circulation générale.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOGETREL

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 1 février 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 06 FEV. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Piste cyclable Rue du Faubourg Saint Jaumes

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 431-9 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication, livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de raccordement pour ERDF à la demande de ET.IN.EL ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 22 février 2017 et jusqu'au 10 mars 2017 inclus, Rue du Faubourg Saint Jaumes , au niveau du n° 6, il faudra concerver le cheminement de la piste cyclable unidirectionnelle réservée exclusivement et obligatoirement aux cycles à deux ou trois roues.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ET.IN.EL

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 01 février 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

0 6 FEV. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Jules Ferry et Rue Pagézy

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 415-6, R. 415-15, R. 417-10 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication, livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de l'aire dédiée à la station taxis, à la demande des Services Techniques Voirie de la Ville de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **06 février 2017** et jusqu'au **09 juillet 2017** inclus, Rue Jules Ferry, dans sa partie comprise entre la Place Auguste Gibert et la Rue Pagézy, les taxis ont les emplacements réservés. L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule aux emplacements réservés sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **06 février 2017** et jusqu'au **09 juillet 2017** inclus, Rue Jules Ferry, dans sa partie comprise entre la Rue Pagézy et la Place Auguste Gibert, la circulation est interdite. Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours, de services publics, aux taxis, aux véhicules assignés aux travaux ERDF, aux véhicules assignés aux dessertes GIHP, CESDA (représenté par la société ALCIS), les Transports d'organes: LACROIX MEDICAL, ainsi qu'aux riverains et usagers des garages souterrains. La circulation des véhicules s'effectuera à "pas d'homme".

Article 3 :

À compter du **06 février 2017** et jusqu'au **09 juillet 2017** à l'intersection de la Rue Jules Ferry avec la voie du tram, les conducteurs circulant sur la Rue Jules Ferry sont tenus de marquer l'arrêt à la limite du GLO (STOP) puis de céder le passage à tout autre véhicule et piétons.

Article 4 :

À compter du **06 février 2017** et jusqu'au **09 juillet 2017** à l'intersection, de la Rue Jules Ferry et de la Rue Pagezy, les conducteurs circulant sur la Rue Jules Ferry sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 1 février 2017


Monsieur l' Adjoint délégué
Luc ALBERNHE

Publié le :

03 FEV. 2017

Arrêté n° 2017-T319

**Arrêté temporaire
Circulation interdite
Voies diverses**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du carnaval à la demande de l'association Karakwela ;

Arrête :

Article 1er :

Le **18 février 2017**, la circulation est interdite sur :

- la passerelle du Corum ;
- l'Avenue Frédéric Mistral ;
- le Boulevard d'Antigone ;
- la Rue Léon Blum ;
- la Rue Don Bosco ;
- la Place Faulquier ;
- la Place Jean Bène ;
- l'Avenue du Pirée ;
- la Place Georges Frêche.

Ces dispositions sont applicables **de 15h00 à 21h00.**

Article 2 :

La déviation des véhicules se fera par les voies adjacentes à celles occupées par la manifestation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Ces dispositions entreront en vigueur à la diligence des services de police.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 1 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 06 FEV. 2017

Arrêté n° 2017-T321

**Arrêté temporaire
Circulation interdite
Voies diverses**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du carnaval à la demande de l'association Karakwela ;

Arrête :

Article 1er :

Le **28 février 2017**, la circulation est interdite sur :

- Espace Jean-Marc Mousseron ;
- la Rue d'Albisson ;
- la Rue des Carmes du Palais ;
- la Rue de la Valfère ;
- la Rue Saint Guilhem ;
- la Rue Roucher ;
- la Rue de la Fontaine ;
- la Rue En Gondeau ;
- Grand-Rue Jean Moulin ;
- la Rue de la Loge ;
- la Place de la Comédie.

Ces dispositions sont applicables **de 18h00 à 21h00.**

Article 2 :

La déviation des véhicules se fera par les voies adjacentes à celles occupées par la manifestation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Ces dispositions entreront en vigueur à la diligence des services de police.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 1 février 2017

Monsieur l'Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

06 FEV. 2017

Publié le :

**Arrêté permanent
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Saint-Priest**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 412-28, R. 413-1, R. 415-6, R. 415-15, R. 417-10 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication, livre 1, sixième partie, feux de circulation permanents et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté 2012/NT/R/DGU-P80 du **23 avril 2012** ; réglementant la circulation et le stationnement des véhicules dans la Rue Saint-Priest ;
- VU l'arrêté municipal n°2013/NT/R/DGU-P127, du 11 juillet 2013, fixant les dispositions générales relatives à la circulation du tramway (ligne 1) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

La circulation est interdite aux véhicules de plus de trois tonnes cinq (3,5t) Rue Saint-Priest, dans sa partie comprise entre l'Avenue du Père Soulas et l'Avenue des Moulins.

Article 2 :

Un sens unique est institué Rue Saint-Priest depuis la Rue de la Mounéda vers et jusqu'au n° 166.

Article 3 :

Un double sens de circulation, à sens prioritaire, est institué dans la Rue Saint-Priest comprise entre le n°166 et l'Impasse Font Trouvé ; les véhicules en provenance de l'Avenue des Moulins et se dirigeant vers l'Avenue du Père Soulas sont prioritaires.

Article 4 :

La Rue Saint-Priest est une voie en impasse depuis l'Avenue du Père Soulas en direction du n° 166.

Article 5 :

La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h Rue Saint-Priest, dans sa partie comprise entre l'Avenue du Père Soulas et l'Avenue des Moulins, et dans sa partie comprise entre la Rue de la Galera et le n° 990.

Article 6 :

La circulation des véhicules est réglementée par des feux tricolores circulaires :

- à l'intersection de la Rue Saint-Priest, de l'Avenue du Père Soulas, de la bande cyclable et de la Rue Jean François Champollion ;
- à l'intersection de la Rue Saint-Priest, de l'Avenue des Moulins, de la plate-forme du tramway et de la piste cyclable.

En cas de non fonctionnement des signaux lumineux ou de leur mise en clignotant jaune les conducteurs abordant cette intersection sont tenus de céder le passage aux tramways puis aux véhicules venant par la droite.

Article 7 :

À l'intersection, de la Rue de Puech Villa et de la Rue Saint-Priest, les conducteurs circulant sur la Rue Saint-Priest sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 8 :

À l'intersection, de la Rue de la Valsière et de la Rue Saint-Priest, les conducteurs circulant sur la Rue Saint-Priest sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 9 :

Le stationnement est interdit Rue Saint-Priest sur :

- côté impair dans sa partie comprise entre l'Avenue des Moulins et la Rue de la Mounéda ;
- des deux côtés dans sa partie comprise entre le n° 1965 et la Rue de Puech Villa ;
- côté pair, dans sa partie comprise entre l'Avenue des Moulins et la Rue de la Galera et dans sa partie comprise entre l'Avenue du Père Soulas et l'Impasse Font Trouvé.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 10 :

Le stationnement est autorisé dans les emplacements prévus à cet effet Rue Saint-Priest :

- côté impair, dans sa partie comprise entre la Rue de la Carriérasse et la Rue de Puech Villa et dans sa partie comprise entre l'Avenue du Père Soulas et l'Impasse Font Trouvé ;
- côté pair dans sa partie comprise entre la Rue de la Galera et la Rue de Puech Villa.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 11 :

Les véhicules de transport en commun ont 1 place réservée Rue Saint-Priest côté pair face au n° 1995.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 12 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 13 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2012/NT/R/DGU-P80 du **23 avril 2012**, susvisé est abrogé.

Article 14 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 02 février 2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : **10 FEV. 2017**

Arrêté n° 2017-P15

**Arrêté permanent
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Ronsard**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122.22 et L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 110-2, R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 413-1, R. 415-6, R. 415-10, R. 415-15, R. 417-3, R. 417-11 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté municipal du 27 décembre 2013, N°2013/NT/R/DGU-P279, portant réglementation du stationnement payant sur voirie dans les voies de Montpellier ;
- VU l'arrêté 2014-P178 du **20 novembre 2014** ; réglementant la circulation et le stationnement des véhicules rue Ronsard ;
- VU l'arrêté municipal n° 2014-P177, du 29 octobre 2014, portant réglementation des voies dans la zone 30 dénommée "Cité Gély Sud" à Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 22 décembre 2008 modifiant les horaires et les tarifs du stationnement payant sur voirie ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

À l'intersection, de la Rue Ronsard et de la Rue Joachim Du Bellay les conducteurs circulant sur la Rue Ronsard dans le sens de la rue Jacques Prévert vers la rue Joachim du Bellay sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 2 :

À l'intersection, de la Rue Ronsard et de la Rue du Faubourg Figuerolles, les conducteurs circulant sur la Rue Ronsard sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 3 :

À l'intersection de la Rue Ronsard et de la Rue de Font Carrade, le carrefour aménagé est classé "carrefour à sens giratoire". En conséquence les conducteurs qui abordent ce carrefour sont tenus de respecter les règles de priorité fixées par le code de la route pour ce type de carrefour.

Article 4 :

La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h Rue Ronsard, dans sa partie comprise entre la Rue Joachim Du Bellay et la Rue du Faubourg Figuerolles, partie de voie incluse dans la zone 30 "Cité Gély Sud".

Article 5 :

Le stationnement payant de tous les véhicules est autorisé dans la zone longue durée, aux emplacements prévus à cet effet Rue Ronsard côté impair, dans sa partie comprise entre la Rue Joachim Du Bellay et la Rue Jacques Prévert.

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 18h tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

Tout stationnement d'un véhicule excédant 48 heures sera considéré comme abusif.

Le stationnement est limité à 9 heures et soumis au paiement de la redevance correspondante. Le paiement s'effectue au moyen d'horodateurs implantés dans la zone de stationnement. Le ticket délivré est apposé par les automobilistes derrière le pare-brise de manière à être visible et lisible de l'extérieur du véhicule.

Tout stationnement d'un véhicule ne respectant pas les dispositions de durée et de paiement prévus à l'alinéa précédent sera considéré comme abusif et passible de mise en fourrière immédiate.

Une tarification et une durée spécifiques sont applicables pour le stationnement résidentiel dans cette zone selon les modalités définies lors de la délibération municipale visée ci-dessus.

Article 6 :

Le stationnement est autorisé Rue Ronsard côté impair, entre le n° 11 et le n° 15.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 7 :

Les personnes à mobilité réduite ont 1 place réservée Rue Ronsard côté impair sur le parking, devant l'entrée du Parc de la Guirlande.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les véhicules des personnes à mobilité réduite doivent être munis de la carte de stationnement pour personnes handicapées apposée sur le pare-brise.

Article 8 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 9 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2014-P178 du **20 novembre 2014**, susvisé est abrogé.

Article 10 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 02 février 2017

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : **10 FEV. 2017**

Arrêté n° 2017-T323

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Rue du Mas Rouge**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de voirie menés par la Métropole à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **06 février 2017** et jusqu'au **17 février 2017** inclus, la Rue du Mas Rouge au droit de l'OA de l'A9 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

La libération de la voie sera effectuée au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise MALET.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 15 FEV. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Pont Juvénal et Rue Vaissière

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de fibre optique à la demande de la société SOGETREL ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 13 février 2017 et jusqu'au 28 février 2017 inclus, Rue Vaissière au n° 2, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables de 7h00 à 17h00.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la société SOGETREL.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **13 février 2017** et jusqu'au **28 février 2017** inclus, Avenue du Pont Juvénal, entre le n° 66 et le n° 62, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 7h00 à 17h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la société SOGETREL.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

À compter du **13 février 2017** et jusqu'au **28 février 2017** inclus, Avenue du Pont Juvénal, entre le n° 66 et le n° 62, la voie de gauche est interdite à la circulation générale.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société SOGETREL

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 février 2017



Monsieur l'Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : **15 FEV. 2017**

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Impasse de la Tour Buffel**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de raccordement électrique à la demande de ENEDIS ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **20 février 2017** et jusqu'au **23 février 2017** inclus, Impasse de la Tour Buffel, dans sa partie comprise entre le n° 151 et la limite du domaine public, le stationnement est interdit. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de DEBELEC Pézénas.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 15 FEV. 2017

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue des Bouisses**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU l'arrêté 2017-T202 du **25 janvier 2017** ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau d'eaux pluviales à la demande du service Pluvial Urbain de Montpellier Méditerranée Métropole ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **27 février 2017** et jusqu'au **17 mars 2017** inclus, la Rue des Bouisses, dans sa partie comprise entre la Rue Henri Maspero et Carrefour Jean-Pierre Suc est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2017-T202 du **25 janvier 2017**, est abrogé.

Article 4 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 15 FEV. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Emile Zola

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de raccordement d'AEP à la demande de la régie des eaux ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **03 avril 2017** et jusqu'au **07 avril 2017** inclus, Rue Emile Zola côté pair au n° 6 sur 3 places, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **8h00 à 17h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Scam

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 02 février 2017



Monsieur l'Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

15 FEV. 2017

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue des Pins et Rue Rambaud**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté en raison de travaux de renouvellement du réseau gaz à la demande de Grdf ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **13 février 2017** et jusqu'au **08 mars 2017** inclus, Rue des Pins, dans sa partie comprise entre la Rue Bernard de Trévières et la Rue Rambaud, le stationnement est interdit. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **13 février 2017** et jusqu'au **08 mars 2017** inclus, la Rue Rambaud, dans sa partie comprise entre la Rue des Pins et la Rue Bornier est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- la circulation est interdite de **8h00 à 17h00**.
La déviation des véhicules se fera par la Rue Desmazes, la Rue Chaptal, la Rue Etienne Cardaire, le Boulevard Renouvier, la Rue Adam de Craponne et la Rue Bornier.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOBECA.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 février 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

15 FEV. 2017

Publié le :

Arrêté n° 2017-T331

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rond-Point du Souvenir Francais**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de mise en sécurité du patrimoine arboré à la demande du Service des Espaces Verts.

Arrête :

Article 1er :

À compter du 08 février 2017 et jusqu'au 17 février 2017 inclus, Rond-Point du Souvenir Francais est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- Le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables de 9h00 à 16h00.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de PHILIPFRERES.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 15 FEV. 2017



Arrêté n° 2017-T333

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Route de Ganges**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des livraisons de marchandises à la demande de M. EL MALLOUKI.

Arrête :

Article 1er :

À compter du **08 février 2017** et jusqu'au **28 avril 2017** inclus, sur la Route de Ganges sur une distance de 50 m de part et d'autre du n°1238 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de M. EL MALLOUKI.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 15 FEV. 2017



Arrêté n° 2017-T336

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue de l'Hirondelle
et Avenue de la Justice de Castelnau

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de voirie menés par la Métropole à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **06 février 2017** et jusqu'au **17 février 2017** inclus, l'Avenue de la Justice de Castelnau sur une distance de 50m de part et d'autre du carrefour avec la rue de l'Hirondelle est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- Le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **06 février 2017** et jusqu'au **17 février 2017** inclus, la Rue de l'Hirondelle sur une distance de 100m avant le carrefour avec l'Avenue de la Justice de Castelnau est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- Le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de EIFPAGE

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 15 FEV. 2017



Arrêté n° 2017-T337

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue de Malbosc**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau AEP à la demande de la Régie des Eaux ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **27 février 2017** et jusqu'au **10 mars 2017** inclus, la Rue de Malbosc sur une distance de 50m de part et d'autre du n°1550 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la Régie des Eaux.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Publié le : 15 FEV. 2017

Luc ALBERNHE


Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de la Méditerranée

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de terrassement du chantier "le jardin confidentiel au niveau de la rue Méditerranée à la demande de l'entreprise MILHAUD TP ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 06 février 2017 et jusqu'au 24 mars 2017 inclus, Rue de la Méditerranée depuis la Rue de Tarragone vers et jusqu'à la Rue Marie Muller, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 assisté d'un homme traffic habilité.

Ces dispositions sont applicables de 7h00 à 17h00.

Article 2 :

À compter du 06 février 2017 et jusqu'au 24 mars 2017 inclus, Rue de la Méditerranée au droit du chantier sur 5 places, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables de 7h00 à 17h00 tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge l'entreprise MILHAUD TP

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

L'entreprise, chargé d'effectuer les travaux (MILHAUD TP) devra assurer la signalisation du chantier et des itinéraires de déviation (pose et maintenance permanente) pendant la durée des travaux.

Elle est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

Elle devra afficher le présent arrêté de manière lisible avant et pendant la durée des travaux.

Elle devra s'assurer de la sécurité des piétons et écoliers des groupes scolaires présent sur la rue Tarragone et rue de la Méditerranée (école élémentaire Jules Simon et école maternelle Florian).

Article 6 :

A compter du 06 février 2017 et jusqu'au 24 mars 2017 inclus, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, assignés à l'entreprise MILHAUD TP sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 février 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

15 FEV. 2017

Arrêté n° 2017-T339

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue du Pont de Lavérune**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2017-T222 du **27 janvier 2017** ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de voirie menés par la Métropole à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **10 février 2017** les dispositions de l'arrêté 2017-T222 du **27 janvier 2017** sont prorogées jusqu'au **17 février 2017** inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

15 FEV. 2017



191

Arrêté n° 2017-T343

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Allée de Bon Accueil**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2016-T2719 du 26 décembre 2016 ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT que les travaux sur le réseau ERDF ne sont pas terminés ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 28 février 2017 les dispositions de l'arrêté 2016-T2719 du 26 décembre 2016 sont prorogées jusqu'au 24 mars 2017 inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE



Publié le :

15 FEV. 2017

Arrêté n° 2017-T344

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Avenue du Major Flandre**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2016-T2720 du 26 décembre 2016 ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT que les travaux sur le réseau ERDF ne sont pas terminés ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 10 février 2017 les dispositions de l'arrêté 2016-T2720 du 26 décembre 2016 sont prorogées jusqu'au 03 mars 2017 inclus.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 2 février 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Publié le :

15 FEV. 2017

Luc ALBERNHE



**Arrêté modificatif portant composition des membres de
la Commission Administrative Paritaire**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

VU

- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- Vu la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;
- Vu le décret n°95-1017 du 14 septembre 1995 relatif aux Commissions Administratives Paritaires des Collectivités Territoriales ;
- Vu le décret n°89-229 du 17 avril 1989 relatif aux Commissions Administratives Paritaires des Collectivités Territoriales et de leurs établissements publics ;
- Vu l'arrêté n°2016/2915/T/R en date du 21 juillet 2016 relatif à la composition des membres de la Commission Administrative Paritaire ;
- Vu la cessation de fonctions de Madame TOUATI Joselyne, Représentante du personnel du syndicat UNSA siégeant à la commission administrative Paritaire de catégorie A, à compter du 1^{er} octobre 2016 ;
- Vu la cessation de fonctions de Madame CRESPIY Catherine, Représentante du personnel du syndicat CFDT siégeant à la commission administrative Paritaire de catégorie C, à compter du 1^{er} décembre 2016 ;
- Vu le courrier de Monsieur BONNERY Ludovic, daté du 30 juin 2016, nous informant de sa démission de membre de la CAP catégorie C pour le syndicat CFDT ;
- Vu la disponibilité pour convenances personnelles de Monsieur DOMINGUEZ Marc, Représentant du personnel du syndicat CFDT siégeant à la commission administrative Paritaire de catégorie B, à compter du 1^{er} janvier 2017 ;

CONSIDERANT

- Qu'il convient de modifier l'article 1 de l'arrêté n°2016/2915/T/R en date du 21 juillet 2016 instaurant la nouvelle composition de la Commission Administrative Paritaire

Arrête :

Article 1 : A compter de cette date, la liste des représentants du personnel siégeant au sein des Commissions Administratives Paritaires est la suivante :

CAP de catégorie A :

Groupe hiérarchique	Nom et prénom Titulaire	Nom et prénom Suppléant
GH 6	DELAHAYE Dominique (CFDT)	BONNIN Patrice (CFDT)
GH 5	CLAVEL Patricia (CFDT)	PHILIPPON Jean-Benoît (CFDT)
GH 5	LAJOINIE Josiane (UNSA)	CAZOTTES Ingrid (UNSA)
GH 5	GIRARDI Mario (FO)	ARCHIMBAUD Cécile (FO)

CAP de catégorie B :

Groupe hiérarchique	Nom et prénom Titulaire	Nom et prénom Suppléant
GH 4	CENDRAS Sylvie (CFDT)	TOMATIS Jérôme (CFDT)
GH 4	EDOUARD Céline (UNSA)	RENAULT Cyrille (UNSA)
GH 4	DARLAY Catherine (CGT)	SUDRES Camille (CGT)
GH 3	BALSAN Laurent (CFDT)	GIANNITRAPANI Marie-Françoise (CFDT)
GH 3	CABRERA Armelle (UNSA)	VAN DER EECKEN Thierry (UNSA)

CAP de catégorie C :

Groupe hiérarchique	Nom et prénom Titulaire	Nom et prénom Suppléant
GH 2	BIBET Thomas (UNSA)	AIGOUY Myriam (UNSA)
GH 2	JAUNE Christophe (CGT)	CASTELLI Antoine (CGT)
GH 2	DELACHAPELLE Aline (CFDT)	FINOSKI Michaël (CFDT)
GH 1	MAKTOUBI Nordine (UNSA)	PELTRAULT Valérie (UNSA)
GH 1	FABRE Christelle (CGT)	BOURROUMANA-FOURNAT Athica (en son nom propre)
GH 1	CLARAC Isabelle (CFDT)	ROUSTAN Paule (CFDT)
GH 1	SEVERAC Sabine (FO)	YAKKOU Mohsen (FO)
GH 1	SPECQ Julien (FO)	TARIK Hicham (FO)

Article 2 : La liste des représentants de la collectivité siégeant aux Commissions Administratives Paritaires est la suivante :

CAP de catégorie A :

Membres titulaires	Membres suppléants
Philippe SAUREL	Thibault RASSAT
Abdi EL KANDOUSSI	Guy BARRAL
Gérard CASTRE	Patricia MIRALLES
Nicole LIZA	Patrick RIVAS

CAP de catégorie B :

Membres titulaires	Membres suppléants
Philippe SAUREL	Chantal MARION
Abdi EL KANDOUSSI	Guy BARRAL
Gérard CASTRE	Patricia MIRALLES
Brigitte ROUSSEL-GALIANA	Patrick RIVAS
Marie-Hélène SANTARELLI	Pascal KRZYZANSKI

CAP de catégorie C :

Membres titulaires	Membres suppléants
Philippe SAUREL	Chantal MARION
Abdi EL KANDOUSSI	Guy BARRAL
Gérard CASTRE	Patricia MIRALLES
Brigitte ROUSSEL-GALIANA	Patrick RIVAS
Marie-Hélène SANTARELLI	Pascal KRZYZANSKI
Maud BODKIN	Thibault RASSAT
Caroline NAVARRE	Annie YAGUE
Vincent HALUSKA	Fabien ABERT

Article 3 : Le Président de la Commission Administrative Paritaire désigné parmi les membres représentants de la collectivité est Monsieur le Maire Philippe SAUREL.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Article 5 : Monsieur Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Il informe que ce présent acte peut faire l'objet d'un recours, pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Montpellier, le 03 FEV. 2017

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 14 FEV. 2017

Notifié le :

